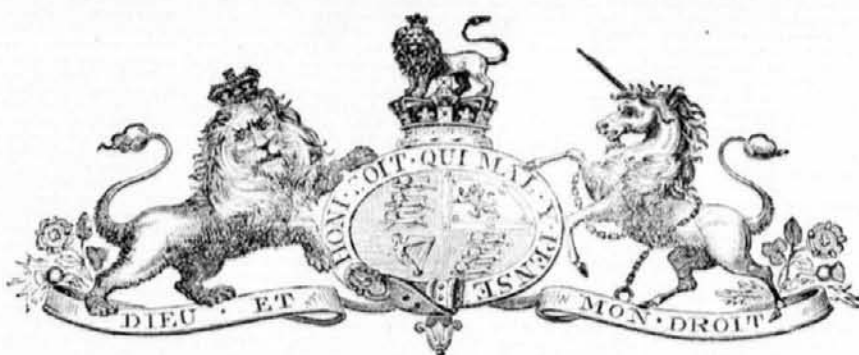




Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 20 MAI 1911.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 1021

Nominations

No 1194-E.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du douzième jour de mai 1911, de nommer le Révd W. B. Young, D. D., de Montréal, membre du bureau protestant des commissaires d'écoles, pour la cité de Montréal, en remplacement de feu Révd W. I. Shaw, D. D., D. C. L. 2151

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du neuf mai 1911, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Beauharnois.—MM. Neil Sangster et Hugh B. Patton, cultivateurs, d'Ormstown, comté de Châteauguay.

District de Saint Hyacinthe.—M. Narcisse Saul Valcourt, bourgeois, de Sainte-Rosalie, comté de Bagot.

District de Montmagny.—MM. Calixte Bernier, J. Albert Dionne, Cléophas Cloutier et Alphonse Leclerc, de l'Islet, comté de l'Islet.

District de Montréal.—MM. James Samuel Niven

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 20th MAY, 1911

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 1022
No. 1194-E.

Appointments

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twelfth day of May, 1911, to appoint the Rev. W. B. Young, D. D., of Montreal, a member of the protestant board of school commissioners, for the city of Montreal, to replace the late Rev. W. I. Shaw, D. D., D. C. L. 2152

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the ninth day of May, 1911, to associate to the commission of the peace for the :

District of Beauharnois.—Messrs. Neil Sangster and Hugh B. Patton, farmers, of Ormstown, county of Châteauguay.

District of Saint Hyacinthe.—Mr. Narcisse Saul Valcourt, bourgeois, of Sainte-Rosalie, county of Bagot.

District of Montmagny.—Messrs. Calixte Bernier, J. Albert Dionne, Cléophas Cloutier and Alphonse Leclerc, of L'Islet, county of L'Islet.

District of Montreal.—James Samuel Niven

Dougall, président de la Dougall Varnish Company Limited, Chas. Booth, agent de manufacture, Dr J. C. Kennedy, Arthur Osborn Dawson, gérant de la Canadian Cotton Limited, et Philippe G. Dugré, chapelier, de la cité de Montréal.

District de Saint-François.—MM. Moses Echenberg, marchand, de la ville de Sherbrooke, William A. Stevenson, marchand, et George W. A. Reburn, cultivateur, de Massawippi, comté de Stanstead.

District d'Ottawa.—MM. Edward James Graham, de Buckingham, William A. Kenny et Andrew Pritchard, de Kasabasua, tous propriétaires.

District de Trois-Rivières.—MM. Isaac Giguère, Thomas Caron, marchands, et Adélar Clément, rentier, de Louiseville.

District de Bedford.—MM. Percival V. Wawk, cultivateur, Joseph Ostigny, manufacturier, de Adamsville, Achille Boucher, marchand, Alonzo V. Allen, cultivateur, de Abercorn, comté de Brome.

District d'Iberville.—MM. Ephrem Larivière, Arcade Quintin, cultivateur, et Adélar Phoenix, marchand, de Sainte-Sabine, comté d'Iberville.

2135

Proclamation

Canada, }
Province de } F. LANGELIER.
Québec. }

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DOUZIEME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent onze, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le DOUZIEME jour du mois de JUIN mil neuf cent onze, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le VINGT-DEUXIEME jour du mois de JUILLET prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGE-LIER, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de Notre province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce QUINZIEME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur

Dougall, president of the Dougall Varnish Company Limited, Chas. Booth, manufacturers' agent, Dr J. C. Kennedy, Arthur Osborn Dawson, manager of the Canadian Cotton, Limited, and Philippe G. Dugré, hatter, of the city of Montreal.

District of Saint Francis.—Messrs. Moses Echenberg, merchant, of the town of Sherbrooke, William A. Stevenson, merchant, and George W. A. Reburn, farmer, of Massawippi, county of Stanstead.

District of Ottawa.—Messrs. Edouard James Graham, of Buckingham, William A. Kenny and Andrew Pritchard, of Kasabasua, all proprietors.

District of Three Rivers.—Messrs. Isaac Giguère, Thomas Caron, merchants, and Adélar Clément, rentier, of Louiseville.

District of Bedford.—Messrs. Percival V. Wawk, farmer, Joseph Ostigny, manufacturer, of Adamsville, Achille Boucher, merchant, Alonzo V. Allen, farmer, of Abercorn, county of Brome.

District of Iberville.—Messrs. Ephrem Larivière, Arcade Quintin, farmers, and Adélar Phoenix, merchant, of Sainte Sabine, county of Iberville.

2136

Proclamation

Canada, }
Province of } F. LANGELIER.
Quebec. }

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councilors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWELFTH day of the month of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and eleven, you and each of you.—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWELFTH day of the month of JUNE, one thousand nine hundred and eleven, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear ;

Now KNOW YE that, for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the TWENTY SECOND day of the month of JULY next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR FRANÇOIS LANGE-LIER, Knight, Lieutenant Governor of Our province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this FIFTEENTH day of MAY, in the year of Our Lord one thousand nine

mil neuf cent onze, et de Notre Règne la deuxième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

1825

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de mai 1911, constituant en corporation MM. Pierre Déziel et Ferdinand Déziel, propriétaires de scieries mécaniques, Pierre Beaulieu, Thomas Beaulieu et Ulderic Beaulieu, manufacturiers, de Saint Elie, comté de Saint-Maurice, dans les buts suivants :

La fabrication de tous bois francs, l'opération des scieries mécaniques, la fabrication de "scrapers" mus par les chevaux, la vapeur ou autres moyens de locomotion, l'exploitation de l'industrie forestière, l'achat, la vente ou l'échange d'immeubles, terres à bois, lots à bâtir, etc., le commerce de bois généralement, soit en billots ou fabriqué, la fabrication des meubles de ménage, de l'outillage nécessaire à l'exploitation forestière ; la fabrication de wagon, voitures d'été, trains, traîneaux, pour faire tous les travaux de bois au tour ; la fabrication des pelles de bois sous toutes les formes ; le polissage du bois et la fabrication du bois et la fabrication d'ornementations en bois, moulures, etc., portes, châssis, fenêtres, croisées, persiennes, volets ; cercueils, fournitures de cercueils ; machines à laver et toutes choses à être fabriquées avec du bois ; l'établissement et l'utilisation de pouvoir électrique et l'établissement et l'exploitation de système d'éclairage par l'électricité dans les comtés de Saint-Maurice et Maskinongé, sous le nom de "La Compagnie Manufacturière de Saint-Elie de Caxton", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cent piastres (\$49,000.00), divisé en neuf mille neuf cent quatre-vingt (9980) actions de cinq piastres (\$5.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Elie de Caxton.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de mai 1911.

JOS. DUMONT.

2123

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 6^e jour de mai 1911, constituant en corporation MM. William John White, Arthur William Patrick Buchanan, Conseillers en Loi du Roi, Edwin Claude Young, comptable, Albert Edward C. Buchanan, gérant, et Aubry H. Elder, étudiant en droit, de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce de bois dans toutes ses branches et faire les affaires de manufacturiers et marchands de billots, bois, bois de construction et tous les articles dans la manufacture desquels le bois est employé, et toute sorte de produits naturels et produits indirects d'icelui, et faire les affaires de marchands de marchandises en général ;

Faire les affaires comme marchands de bois, propriétaires de moulin à scie et arboriculteurs, et acheter, vendre, cultiver, préparer pour le marché, manipuler, exporter, importer et faire le commerce de bois et de bois de construction de toute sorte, et manufacturer et vendre des articles de toute sorte dans la manufacture desquels le bois de construction ou bois est employé ;

Construire, ériger ou acquérir autrement, posséder, mettre en opération, maintenir et conduire des

hundred and eleven, and in the second year of Our Reign.

By order,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of Crown in Chancery,
Quebec.

1826

Government Notice

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the tenth day of May, 1911, incorporating Messrs. Pierre Déziel and Ferdinand Déziel, saw-machine proprietors, Pierre Beaulieu, Thomas Beaulieu and Ulderic Beaulieu, manufacturers, of Saint Elie, county of Saint Maurice, for the following purposes :

The manufacture of all hard woods, the operation of saw-machines, the manufacture of scrapers moved by horse power, steam or other means of locomotion, the exploitation of the forestry industry, the purchase, sale or exchange of immovables, timber lands, building lots, &c., the lumber business generally, either in the log or manufactured, the manufacture of household furniture, of the necessary implements for forestry exploitation, the manufacture of trucks, summer vehicles, sleighs, sledges, to make all kinds of wood work with the turning-lathe, the manufacture of wooden shovels in all forms, the polishing of wood and the manufacture of wood and ornaments of wood, mouldings, &c., doors, windows, frames, casements, blinds, shutters, coffins, furnishings for coffins, washing machines and everything manufactured with wood, the establishment and utilization of electric power and the establishment and exploitation of an electric lighting system within the counties of Saint Maurice and Maskinongé, under the name of "La Compagnie Manufacturière de Saint-Elie de Caxton", with a total capital of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into nine thousand nine hundred and eighty (9980) shares of five dollars (\$5.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint Elie de Caxton.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of May, 1911.

JOS. DUMONT,

2124

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 6th May, 1911, incorporating Messrs William John White, Arthur William Patrick Buchanan, King's Counsels, Edwin Claude Young, accountant, Albert Edward C. Buchanan, manager, and Aubry H. Elder, student-at-law, of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of lumber in all its branches and to carry on business as manufacturer and dealer in logs, lumber, timber, wood and all articles in the manufacture of which wood enters and all kinds of natural products and by-products thereof, and to carry on business of a general dealer in merchandise ;

To carry on business as a timber merchant, saw mill proprietor and timber grower, and to buy, sell, grow and prepare for market, to manipulate, export, import and deal in wood and timber of all kinds and to manufacture and deal in articles of all kinds in the manufacture of which timber or wood is used ;

To construct, erect or otherwise acquire, own, operate, maintain and manage mills and factories

moulins et ateliers pour la manufacture et production du bois broyé mécaniquement, pulpe, sulfite de pulpe, papier, cartons, matériaux pour papier et aucun et tous les ingrédients, ou produits ou composés d'iceux, et aucun et tous les articles et substances provenant d'aucun des susdits matériaux, ou employés ou utilisés en rapport avec iceux, et manufacturer, acheter ou acquérir autrement, faire le commerce et vendre les dits articles et toutes autres substances, produits ou produits indirects d'iceux et en général faire les affaires de manufacture et commerce de bois, pulpes, sulfite de pulpe et papier dans toutes ses branches ;

Acquérir par achat ou autrement et posséder des terres, limites à bois ou baux, lot de grève, privilèges d'eau et pouvoirs, droits et intérêts y ayant rapport, et construire sur iceux, développer cultiver, exploiter, établir et autrement les améliorer et utiliser et les hypothéquer, louer ou autrement en faire le commerce ou en disposer ;

Aider et encourager au moyen de primes, avances d'argent ou autrement, avec ou sans garantie des colons ou prétendus colons sur aucune des terres appartenant à la compagnie ou vendues par icelle, ou à proximité des dites terres, et en général le promouvoir l'établissement des dites terres ;

Acquérir par bail, achat ou autrement le pouvoir à vapeur, électrique, pneumatique, hydraulique et autre ou autre force, et les employer, vendre, louer ou en disposer autrement pour les fins d'éclairage, chauffage ou pouvoir, à la chute Manouan, sur la rivière Manouan, dans le comté de Champlain ;

Construire, acquérir, affréter, mettre en opération, louer, donner à bail, hypothéquer, vendre toute sorte de vaisseaux à vapeur et à voile, bateaux, barques et autres vaisseaux, quais, bassins, ascenseurs, entrepôts, hangars à fret et autres bâtisses ;

Construire, maintenir, posséder et mettre en opération sur la propriété possédée ou contrôlée par la compagnie et sur la propriété voisine tous réservoirs, écluses, biez, conduits et autres voies, travaux, améliorations, estacades, vannes, pouvoirs d'eau, aqueducs, glissoires, jetées, voies, lignes de télégraphe et de téléphone, rouleaux à billots et autres travaux qui peuvent être nécessaires et utiles pour produire et engendrer, développer et créer le pouvoir de tous tels travaux, et les transmettre et distribuer par aucuns moyens quelconques pour les fins de la compagnie, dans le comté de Champlain, et de vendre et disposer d'aucun pouvoir ou droits pour employer toute partie de la susdite propriété à d'autres dans le dit comté, aux termes qui peuvent être jugés à propos, pourvu cependant que toute vente distribution ou transmission de pouvoirs en dehors des terres de la compagnie soient sujettes aux autorités locales et municipales à cette fin ;

Acheter ou acquérir autrement toutes patentes ou droits de patentes, améliorations, procédés sous enregistrement, marques de commerce, noms de commerce, projets en aucune manière en rapport ou utiles aux affaires de la compagnie, et vendre ou autrement, mettre à profit toutes telles patentes, droits de patente, marques de commerce, noms de commerce et projets ;

Acheter ou acquérir autrement et entreprendre tous ou aucune partie des biens, affaires, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations et dettes de toute personne ou compagnie faisant aucune des affaires que cette compagnie est autorisée à faire ou toutes affaires semblables, ou possédant une propriété convenable pour les fins d'icelle, ou que la compagnie peut par le présent être autorisée à acheter, louer, ou acquérir autrement, et de les payer en actions, obligations, débentures ou garanties de la compagnie ;

Emettre, transporter, répartir comme stock payé les actions du capital actions de la compagnie en paiement de toutes affaires, franchises, entreprises, propriétés, droits, privilèges, baux, hypothèques, licences, patentes, contrats, immeubles, stock de garantie et autres propriétés ou droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ;

for the manufacture and production of mechanical and ground wood, pulp, sulphite pulp, paper, cardboard, paper materials and any and all ingredients, or products, or compounds thereof and any and all articles and substances made from any of the aforesaid materials, or used or useful in connection therewith and to manufacture, to purchase or otherwise acquire, deal in and sell all the said articles and all other and any other substances, products or by products thereof and generally to carry on the business of manufacturing and dealing in wood, pulp, sulphite pulp and paper in all its branches ;

To acquire by purchase or otherwise and hold lands, timber limits or leases, water lots, water privileges and powers and rights and interest therein and to build upon, develop, cultivate, farm, settle and otherwise improve and utilise the same and mortgage, lease or otherwise deal with or dispose of the same ;

To aid and assist by way of bonus, advances of money or otherwise, with or without security, settlers or intending settlers upon any lands belonging to or sold by the company, or in the neighborhood of such land and generally to promote the settlement of said lands ;

To acquire by lease, purchase or otherwise, steam, electric, pneumatic, hydraulic or other power or other force and to use, sell, lease or otherwise dispose of the same for the purposes of light, heat or power, at the Manouan Fall, on the river Manouan, in the county of Champlain ;

To construct, acquire, charter, operate, hire, lease, mortgage, sell or otherwise dispose of all kinds of steam and sailing vessels, boats, barges and other vessels, wharves, docks, elevators, warehouses, freight sheds and other buildings ;

To construct, maintain, own and operate on property owned or controlled by the company and on property adjacent thereto all such reservoirs, dams, flumes, race and other ways, works, improvements, booms, sluice-ways, water powers, aqueducts, slides, piers, roadways, telegraph and telephone lines, log rolls and other works as may be necessary and expedient to produce and generate, develop and create power from any such works, and the same to transmit and distribute by any means whatever for the purposes of the company in the county of Champlain, and to sell and dispose of any power or the rights to use any portion of the aforesaid property to others in the said county, upon such terms as may be deemed expedient, provided, however, that any sale, distribution or transmission of power beyond the lands of the company shall be subject to local and municipal regulations in that behalf ;

To purchase or otherwise to acquire any patents or patent rights, improvements and processes under registration, trade marks, trade names and designs in any way connected with the business of the company or useful thereto, and to sell or otherwise turn to account any such patents, patent rights, trade marks, trade names and designs ;

To purchase or otherwise acquire and undertake all or any part of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any person or company carrying on any business with this company is authorized to carry on or any business similar thereto, or possessed of property suitable for the purposes thereof or which the company may be hereby empowered to purchase, lease, or otherwise acquire, and to pay for the same in shares, bonds, debentures or securities of the company ;

To issue, hand over and allot as paid up stock shares of the capital stock of the company in payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, privileges, leases, mortgages, licenses, patents, contracts, real estate, stock securities and other property or rights which the company may lawfully acquire by virtue hereof ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant les mêmes objets que ceux de cette compagnie ;

Entrer en aucune société ou en aucun arrangement pour le partage des profits ou union d'intérêts avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée ou sur le point de faire ou d'être engagée dans toutes affaires ou transactions que la compagnie est autorisée à faire ou engagée ou semblable à icelles, et de faire des avances pour garantir les contrats d'icelles, ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, et de prendre, acheter ou acquérir autrement des actions et garanties de toute telle compagnie, et les vendre, posséder ou en faire le commerce autrement ;

Employer aucun de ses fonds à l'achat de stock dans toute autre compagnie ou corporation ;

Prélever et aider à prélever de l'argent pour aider au moyen des primes, prêts, promesses, endossement, garanties de primes, débetures ou autres garanties ou autrement, toute corporation dans le capital action de laquelle la compagnie possède des actions ou avec laquelle elle peut avoir des relations d'affaires ; agir comme employé, agent ou gérant de toute telle corporation et garantir l'exécution des contrats par toutes telles corporations ou par toute personne ou personnes avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires ;

Faire toutes choses et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires en rapport à la mise en opération des objets pour lesquels la compagnie est incorporée ;

Créer et émettre toute partie du capital actions comme stock privilégié, ou de changer tout stock ordinaire en stock privilégié avec le consentement des porteurs de tel stock ordinaire, et conférer aux porteurs de tel stock privilégié telles priorités, préférences et garanties et les rendre sujettes à telles limitations et conditions quant au rachat, vote ou autrement, tel qu'il sera déterminé par la compagnie ;

Les objets et pouvoirs dans chacun des susdits paragraphes sont en aucune manière limités ou restreints par référence à ou déduction des termes de toute autre clause ou tout autre paragraphe, mais les pouvoirs et objets spécifiés dans chacune des clauses seront considérés comme objets et pouvoirs indépendants, sous le nom de "The Manouan Lumber Power & Pulp Company", avec un capital total de quatre-vingt-dix mille piastres (\$90,000.00) divisé en neuf cents (900) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mai 1911.

JOS. DUMONT,

2137

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de mai 1911, constituant en corporation MM. John Joseph Meagher et Laurence de K. Stephens, avocats, de Montréal, Joseph W. Weldon, avocat, Percival William Peacock, surintendant, de Westmount, et Edouard Charles LeCavalier, inspecteur, de Montréal, dans les buts suivants :

Chercher, ouvrir, explorer extraire, développer, travailler, améliorer maintenir et conduire des mines d'or, d'argent, de cuivre, de charbon et autres, huiles et puits d'huile et terrains, minéraux et autres dépôts et propriétés et plus spécialement le feldspath et quartz, et de creuser pour, lever, écraser, laver, fondre, essayer, analyser, réduire, amalgamer et autrement traiter les métaux et minéraux, appartenant ou non à la compagnie, et les rendre propre pour le commerce, et de les vendre et placer autrement, ou de toute partie, produits ou produits indirects d'iceux ou tout intérêt y ayant rapport ; et plus spécialement des briques polies, tuiles, objets émaillés, terra cotta, pierres artificielles, peintures, savons à détacher, engrais et ciment ;

To amalgamate with any other company having objects similar to those of this company ;

To enter into any partnership or into any arrangement for sharing of profits or union of interests with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in or germane thereto, and to make advances, to guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take, purchase or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold or otherwise deal with the same ;

To use any of its funds in the purchase of stock in any other company or corporation ;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any corporation in the capital stock of which the company holds shares or with which it may have business relations ; to act as employee, agent, or manager of any such corporation, and to guarantee the performance of contracts by any such corporation, or by any person or persons with whom the company may have business relations ;

To do all acts and exercise all powers and carry on all business incidental to the carrying out of the objects for which the company is incorporated ;

To create and issue any part of the capital stock as preferred stock, or to change any ordinary stock into preferred stock with the consent of the holders of such ordinary stock, and to confer upon the holders or such preferred stock such priorities, preferences and guarantees, and to subject the same to such limitations and conditions as to redemption, voting or otherwise as shall be determined by the company ;

The objects and powers in each paragraph hereof are in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other clause or any other paragraph, but the powers and objects specified in each of the clauses shall be regarded as independent objects and powers, under the name of "The Manouan Lumber Power and Pulp Company", with a total capital stock of ninety thousand dollars (\$90,000.00), divided into nine hundred (900) of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the secretary of the province, this sixth day of May, 1911.

JOS. DUMONT,

2138

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1911, incorporating Messrs. John Joseph Meagher and Laurence de K. Stephens, advocates, of Montreal, Joseph W. Weldon, advocate, Percival William Peacock, superintendent, of Westmount, and Edouard Charles LeCavalier, inspector, of Montreal, for the following purposes :

To prospect, for, open, explore, quarry, develop, work, improve, maintain and manage gold, silver, copper, coal, iron and other mines, oils and oil wells and lands, mineral and other deposits and properties and more especially feldspar and quartz, and to dig for, raise, crush, wash, smelt, assay, analyze, reduce and amalgamate and otherwise treat ores, metals and minerals, whether belonging to the company or not, and to render the same merchantable, and to sell and otherwise dispose of and deal in the same, or any part, product or by-product thereof, or any interest therein ; and more especially glazed bricks, tiles, enamelware, terra cotta, artificial stone, paints, abrasive soaps, fertilizers and cement ;

Acquérir par achat, bail, concession, licence, échange ou autre titre légal de : carrières, mines, terrains miniers, limites à bois, puits d'huile, terrains à l'huile, droits, propriétés minières, ou tout intérêt y ayant rapport, métaux et minéraux, claims minières, options, pouvoirs, privilèges, droits d'eau et autres, droits de patente, lettres patentes d'invention, opérations et machines ou autres inventions conférant le droit exclusif ou limité de se servir de routes inventions qui peuvent paraître capables d'être employées pour aucune des fins de la compagnie, soit indispensables ou conditionnelles, et de louer, hypothéquer, placer sous licence, vendre, placer et en faire le commerce autrement, ou de toute partie, produits ou produits indirects d'iceux, ou aucun intérêt y ayant rapport ;

Organiser l'exploitation des mines, extraction de la carrière, huile, terrain, compagnies industrielles, et agir comme agent fiscal et de transport et régistrateurs pour compagnies ;

Conduire les affaires en général d'une corporation de détention, placement, avancement et courtage, et spécialement en rapport avec les carrières, mines et propriétés minières, huiles et propriétés à l'huile, terrains, limites à bois, exploitation des mines, extraction, huile, compagnies industrielles et autres ;

Construire, maintenir, améliorer, faire, travailler et mettre en opération sur la propriété de la compagnie ou sur la propriété contrôlée par icelle, des tramways, lignes de télégraphe et de téléphone, réservoirs, écluses, biez, tuyaux, conduits et autres, pouvoirs d'eau, aqueducs, puits, chemins, jetées, quais, bâtisses, boutiques, bocards et machines à broyer et autres travaux et machines, matériel et fournitures électriques ou autres de toute description ; manufacturer et produire, au moyen de l'électricité et autrement, l'éclairage, chauffage et pouvoir, et maintenir, mettre en opération et employer les matériaux et machines nécessaires à cette fin, le tout seulement pour les objets de la compagnie ; et acheter, vendre, manufacturer et faire le commerce de toute sorte de marchandises, objets, fournitures, provisions, biens et effets requis par la compagnie ou par ses ouvriers et serveurs ;

Acquérir la propriété, droits, clientèle et autres biens et privilèges, ou prendre comme une affaire en opération les affaires d'aucune personne ou compagnie faisant toutes affaires ou industrie permises en vertu de cette loi et de faire des contrats pour fournir les services de la compagnie, et pour l'acquisition des droits de toute personne ou compagnie sous contrats pour fournir le travail ou matériaux, et de payer pour iceux et pour services et bénéfices de toute nature quelconque rendus à la compagnie, en actions acquittées en tout ou en partie de la compagnie ;

Posséder, acheter ou acquérir autrement, vendre, céder, transporter ou placer autrement les actions du capital actions, obligations, débetures ou autres preuves de dettes créées par toutes autres compagnies ayant les mêmes objets, en tout ou en partie, que ceux de cette compagnie ; et durant la possession d'icelles, exercer tous les droits et privilèges de propriété, y compris le droit de vote ;

Entrer en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, co-opération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée à faire ou sur le point de faire ou d'être engagée dans toutes affaires ou transactions que cette compagnie est autorisée à faire ou engagée, ou toutes affaires ou transactions capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ; lui prêter de l'argent, garantir ses contrats, ou autrement l'aider à promouvoir, et devenir actionnaire dans toute compagnie auxiliaire, allié ou autre faisant les mêmes affaires ou en partie semblables à celles de cette compagnie ;

Acheter, louer, posséder, prendre en échange ou acquérir autrement des terres ou intérêts y ayant rapport, ensemble avec toutes les bâtisses et constructions situées sur les dites terres ou aucune d'elles,

To acquire by purchase, lease, concession, license, exchange or other legal title, quarries, mines, mining lands, timber limits, oil wells, oil lands, easements, mineral properties, or any interest therein, minerals and ores and mining claims, options, powers, privileges, water and other rights, patent rights, letters patent of invention, processes and mechanical or other contrivances conferring exclusive or limited right to use any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, and either absolutely or conditionally, and to lease, mortgage, place under license, hypothecate, sell, dispose of and otherwise deal with the same or any part, product or by-product thereof, or any interest therein ;

To organize mining, quarrying, oil, land, industrial and other companies and act as holding fiscal and transfer agents and registrars for companies ;

To conduct the general business of a holding, investment, promoting and brokerage corporation and especially in connection with quarries, mines and mining properties, oils and oil properties, land, timber limits and mining, quarrying, oil, industrial and other companies ;

To construct, maintain, alter, make, work and operate on the property owned or controlled by the company, tramways, telegraph and telephone lines, reservoirs, dams, flumes, pipe lines, race and other ways, water powers, aqueducts, wells, roads, piers, wharfs, buildings, shops, stamping and crushing mills and other works and machinery, plant and electrical and other appliances of every description ; and to manufacture and generate, by means of electricity and otherwise, light, heat and power, and to maintain, operate and use the plant and machinery necessary therefor, the whole for the purposes only of the company ; and to buy, sell, manufacture and deal in all kinds of goods, stores, implements, provisions, chattels and effects required by the company, its workmen and servants ;

To acquire the property, rights, goodwill and other assets and privileges of or take over as a going concern the business of any person or company carrying on any business or industry allowed under this act and to enter into contracts for the supply of services to the company, and for the acquisition of the rights of any person or company under contracts for the furnishing of work or materials, and to pay for the same and services and benefits of whatsoever nature rendered to the company, in shares of the company paid up in whole or in part ;

To hold, purchase or otherwise acquire, to sell, assign, transfer or otherwise dispose of shares of the capital stock, bonds, debentures or other evidences of indebtedness created by any other companies having objects similar in whole or in part to those of this company ; and while the holder thereof, to exercise all the rights and privileges of ownership, including the right to vote thereon ;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company ; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist in promoting, and become a shareholder in any subsidiary, allied or other company carrying on a business similar or in part similar to that of this company ;

To purchase, lease, hold, take in exchange or otherwise acquire lands or interests therein, together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them, and to sell, let,

les vendre, prendre à bail, louer, échanger, hypothéquer ou placer autrement et en faire le commerce, et construire sur toutes ou aucune partie des terres, et toutes ou aucune des bâtisses ou constructions érigées sur icelles et améliorer, changer et conduire les dites terres et bâtisses, et agir comme entrepreneurs publics et privés en général ;

Construire, acquérir, posséder, affréter, naviguer et employer des vaisseaux à vapeur et autres, et en général faire les affaires d'une compagnie de navigation dans toutes ses branches ;

Distribuer aucun des profits de la compagnie en espèce parmi les membres, pourvu que le capital de la compagnie ne soit pas diminué ;

Faire toutes choses nécessaires, convenables, utiles ou propres pour l'accomplissement d'aucun ou plus des fins ou acquisition d'aucun ou plus des objets ci-dessus énumérés ou ayant rapport aux pouvoirs ci-dessus nommés ou qui peuvent paraître en aucun temps utiles ou propres pour la protection ou bénéfice de la corporation, soit comme détenteurs ou intéressés dans aucune propriété ou autrement ;

Faire toutes les susdites choses soit seule ou en société avec autres et soit comme patrons, facteurs, fidé-commiss ou agents pour toutes autres compagnies ou personnes, ou par tous facteurs fidé-commiss ou agents, ou à commission, sous le nom de "The Canadian Feldspar Company", avec un capital total de deux cent cinquante mille piastres (\$250,000.00), divisé en deux mille cinq cents (2500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mai 1911.

JEREMIE L. DECARIE,

2113

Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 10e jour de mai 1911, constituant en corporation MM. Omer Wilfrid Legault, manufacturier, Hercule Gohier, notaire, Philemon Cousineau, avocat, de la ville de Saint-Laurent, Robert Thompson, agent manufacturier, et Emile Dame, épicière, de Montréal, dans les buts suivants :

Manufacturer les tabacs, cigares et cigarettes de toutes sortes et de toutes formes, acheter, vendre et délivrer et faire le commerce des dits tabacs, cigares et cigarettes, soit en gros ou en détail, et agir comme agents manufacturiers dans toutes les parties du Canada ; acquérir, posséder, administrer magasins, bâtisses et terrains utiles au dit commerce, et faire généralement le commerce du tabac, soit en feuille ou manufacturé ; acquérir et acheter toute société particulière faisant le même commerce et le payer avec des parts, sous le nom de "Legault, Thompson & Cie Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en huit cents (800) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de mai 1911.

JOS. DUMONT,

2133

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de mai 1911, constituant en corporation MM. Joseph Elisée Roy, courtier, de Montréal, Joseph Alphonse Langelier, marchand, d'Ottawa, Joseph Georges Langelier, agent manufacturier, Jean-Baptiste Langelier, voyageur le commerce, et Joseph Napoléon Langelier, ingénieur civil, de Montréal, dans les buts suivants :

Exercer l'industrie de courtiers d'immeubles et

lease, exchange, mortgage, or otherwise dispose of and deal in and to build on the whole or any portion of the lands, and all or any of the buildings or structures that are erected thereon and to improve, alter and manage such lands and buildings, and to act as general public and private contractors ;

To build, acquire, own, charter, navigate and use steam and other vessels, and generally carry on the business of a navigation company in all its branches ;

To distribute any of the profits of the company in specie among members providing the capital of the company be not impaired ;

To do all and everything necessary, suitable, convenient or proper for the accomplishment of any one or more of the purposes or the attainment of any one or more of the objects herein enumerated or incidental to the powers herein named or which shall at any time appear conducive or expedient for the protection or benefit of the corporation, either as holders of or interested in any property or otherwise ;

To do all the foregoing things whether alone or in conjunction with others and whether as principals, factors, trustees or agents for any other companies or persons, or by or through any factors, trustees or agents, or on commission, under the name of "The Canadian Feldspar Company", with a total capital stock of two hundred and fifty thousand dollars (\$250,000.00), divided into two thousand five hundred (2500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of May, 1911.

JEREMIE L. DECARIE,

2114

Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 10th day of May, 1911, incorporating Messrs. Omer Wilfrid Legault, manufacturer, Hercule Gohier, notary, Philemon Cousineau, advocate, of the town of Saint Laurent, Robert Thompson, manufacturers' agent, and Emile Dame, grocer, of Montreal, for the following purposes :

To manufacture tobacco, cigars and cigarettes of all kinds and all forms, to purchase, sell, deliver and deal in the said tobacco, cigars and cigarettes, either wholesale and retail, and act as manufacturers' agents throughout Canada ; to acquire, hold, operate stores, buildings and lands useful to the said business, and generally deal in tobacco, either in the leaf or manufactured ; to acquire and purchase any particular partnership carrying on the same kind of business, and pay for same with shares, under the name of "Legault, Thompson & Cie., Limitée", with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into eight hundred (800) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the secretary of the province, this tenth day of May, 1911.

JOS. DUMONT,

2134

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of May, 1911, incorporating Messrs. Joseph Elisée Roy, broker, of Montreal, Joseph Alphonse Langelier, merchant, of Ottawa, Joseph Georges Langelier, manufacturers' agent, Jean Baptiste Langelier, commercial traveller, and Joseph Napoléon Langelier, civil engineer, of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of real estate brokers

d'une compagnie de terres, acheter, posséder, détenir, arrenter, échanger, développer et cultiver le sol, et des propriétés immobilières de toutes sortes, y compris le bois debout et les concessions forestières ; et en faire le commerce et autrement en disposer ;

Construire et ériger, exploiter et utiliser des appartements et maisons d'habitations, fabriques, boutiques, hôtels, cottages et autres bâtiments et dépendances ;

Manufacturer et produire de l'électricité, de la vapeur et du gaz pour la chaleur, la lumière et la force pour les fins de la compagnie et en vendre le surplus dans le comté d'Hochelaga, pourvu que le tout soit subordonné aux règlements locaux et municipaux à ce sujet ;

Faire le commerce d'hôteliers dans toutes ses spécialités, sujet aux règlements locaux et municipaux à ce sujet ;

Prendre et accepter, et généralement détenir des actions dans d'autres compagnies dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, en paiement de toutes redevances ou prix de vente d'aucune de ces propriétés, ou d'une partie d'icelles, sous le nom de "The Montreal City & District Realty Company", avec un capital total de trente mille piastres (\$30,000.00), divisé en trois cents (300) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de mai 1911.

JOS. DUMONT,

2149

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du treize mai 1911, constituant en corporation MM. Arthur Ecrément, notaire, Charles Raymond, hôtelier, Gustave A. H. Muller, gérant, Arthur Penneton, agent financier et Hermas Gariépy, agent, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce en général d'hôtel, de restaurant, le droit de tenir des dépôts de journaux dans les établissements exploités par la compagnie, ainsi que des chaises de cireurs de bottes, et le droit de vendre des cigares, cigarettes, etc., etc, et d'avoir une ou des boutiques de barbiers ;

Le droit d'acheter, louer, posséder ou autrement acquérir, ou de vendre ou de disposer de quelque façon que ce soit, tous les immeubles et tous les biens nécessaires aux affaires de la compagnie ;

Le droit d'acheter tout hôtel ou restaurant déjà en opération et de les payer ou en argent ou en parts acquittées de la compagnie, à un prix à être déterminé par la compagnie ; acquérir, posséder, louer, garantir, vendre et échanger des actions, stock ou débentures ou garanties de toutes corporations faisant les mêmes affaires que celles de la compagnie, faire les choses et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires en rapport en la mise en opération des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de "The Grand Hotel Company Limited", avec un capital total de trente mille piastres (\$30,000.00), divisé en trois cents (300) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de mai 1911.

JOS. DUMONT,

2145

Sous-secrétaire de la province.

No 850.11.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 17 mai 1911.

En conformité des dispositions de l'article 2591 S. R. P. Q., le surintendant donne avis qu'une de-

and of a land company ; to purchase, own, hold, rent, exchange, develop and cultivate the soil, and immoveable property of all kinds including standing timber and forestry concessions and deal in and otherwise dispose of same ;

To construct and erect, exploit and utilize apartments and dwelling houses, factories, shops, hotels, cottages and other buildings and dependencies ;

To manufacture and produce electricity, steam and gas for heat, light and power for the purposes of the company and sell the surplus within the county of Hochelaga, provided that the whole be subordinated to the local and municipal by-laws on the subject ;

To carry on the business of hotelkeeper in all its specialties, subject to the local and municipal by-laws on the matter ;

To take and accept and generally hold shares in other companies whose objects are in whole or in part similar to those of this company, in payment of any claims or sale price of any of such properties or of a part thereof, under the name of "The Montreal City & District Realty Company", with a total capital of thirty thousand dollars (\$30,000.00), divided into three hundred (300) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of May, 1911.

JOS. DUMONT,

2150

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May, 1911, incorporating Messrs. Arthur Ecrément, notary, Charles Raymond, hotel-keeper, Gustave A. H. Muller, manager, Arthur Penneton, financial agent, and Hermas Gariépy, agent, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on a general hotel and restaurant business, the right to keep news stands in the establishments operated by the company, and also shoe shiners' chairs, and the right to sell cigars, cigarettes, etc., etc., and to have one or more barbers' shops ;

The right to purchase, lease, hold or otherwise acquire or sell or dispose of in any manner whatsoever all the immoveables and property necessary for the business of the company ;

The right to purchase any hotel or restaurant now in operation and pay for same in cash or paid up shares of the company at a price to be determined by the company ; to acquire, hold, lease, pledge, sell and exchange shares, stock or debentures or securities of any corporation carrying on the same kind of business as the company ; to do all such things and exercise all the powers and transact any business in connection with the carrying out of the objects for which the company is incorporated, under the name of "The Grand Hotel Company, Limited", with a total capital of thirty thousand dollars (\$30,000.00), divided into three hundred (300) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of May, 1911.

JOS. DUMONT,

2146

Deputy Provincial Secretary.

No. 850.11.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 17th May, 1911.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., the superintendent gives notice

mande lui a été adressée à l'effet d'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de Kempt, comté de Matane, tout le territoire assigné à cette paroisse par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, en date du 31 janvier 1911.

2179

No. 20-11.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 15 mai 1911.

En conformité des dispositions de l'article 2591 S. R. P. Q., de 1909, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Vulleray, comté d'Hochelaga, tout le territoire assigné à la paroisse canonique d'Youville, (Saint-Alphonse), par décret du 1er décembre 1910, et de l'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom d'Youville (Saint-Alphonse).

2143

No 4700-10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

En conformité des dispositions de l'article 2591 S. R. P. Q., le surintendant donne avis qu'une demande lui a été faite à l'effet d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Sainte-Clotilde, tout le territoire assigné à la paroisse de Sainte-Clotilde, comté d'Hochelaga, par proclamation en date du 1er juin 1909.

2181

SYNDICAT D'ELEVAGE.

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté de Vaudreuil, sous le nom de "Syndicat d'élevage de la paroisse du Très-Saint-Rédempteur", avec sa principale place d'affaires dans la paroisse du Très-Saint Rédempteur, comté de Vaudreuil.

JOS. ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture.

Québec, 15 mai 1911.

2139

LOI CONCERNANT LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES AGRICOLES.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée par MM. Jos. Viens, J. Bte. Saurette, Emile Arès et autres, dans le comté de Rouville, sous le nom de "Société Coopérative agricole de la vallée d'Yamaska" et que son principal siège d'affaires est au village de Saint-Césaire.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

La formation de cette société est autorisée.

JOS. ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture.

Québec, 17 mai 1911.

2185

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné, ayant transmis au Ministère de l'Agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences de l'article 1861 des Statuts Refondus de la province de Québec, 1909, le soussigné autorise la formation de ce cercle qui est, par les présentes, constitué en corporation.

Dans le comté de Labelle, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :
"Cercle agricole de la paroisse de Saint-Ignace du-Nom-in-gue".

JOS. ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture.

Québec, 18 mai, 1911.

2225

that application has been made to him, to erect into a separate school municipality under the name of Kempt, county of Matane, the whole of the territory assigned to the said parish by proclamation of the Lieutenant Governor in council, dated the 31st of January, 1911.

2180

No. 20-11.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 15th May, 1911.

In conformity with the provisions article 2591 R. S. P. Q., of 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Vulleray, county of Hochelaga, the whole of the territory assigned to the canonical parish of Youville, (Saint Alphonse), by decree of the 1st December, 1910, and to erect it into a separate school municipality under the name of Youville (Saint Alphonse).

2144

No. 4700.10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

In conformity with the provisions of article 2591 of the S. R. P. Q., the superintendent gives notice that application has been made to him, to erect into a separate school municipality, under the name of Sainte Clotilde, the whole of the territory assigned to the parish of Sainte Clotilde, county of Hochelaga, by proclamation dated the 1st of June, 1909.

2182

STOCK BREEDING SYNDICATE.

Notice is hereby given that a stock-breeding syndicate has been formed in the county of Vaudreuil, under the name of "Stock-breeding Syndicate of the parish of Très-Saint-Rédempteur", with its principal place of business in the parish of Très-Saint-Rédempteur, county of Vaudreuil.

JOS. ED. CARON,
Minister of Agriculture.

Quebec, 15th May, 1911.

2140

CO-OPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATION.

Public notice is hereby given that Messrs. Jos. Viens, J. Bte. Saurette, Emile Arès and others, in the county of Rouville, have formed a co operative agricultural association, under the name of "Co-operative Agricultural Association of the Valley of Yamaska", with its principal place of business in the village of Saint Césaire.

The objects for which the said association is formed are : the improvement and development of agriculture or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the sale and purchase of live stock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural classes, the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The formation of the said association is authorized.

JOS. ED. CARON,
Minister of agriculture.

Quebec, 17th May, 1911.

2186

Public notice is hereby given that the farmer's club hereinafter mentioned, having transmitted to the Department of Agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of article 1861 of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, the undersigned authorizes the formation of such club, which is hereby constituted a corporation.

In the county of Labelle, the following club is authorized under the following name, to wit :
"Farmer's club of the parish of Saint Ignace du Nomin-gue."

JOS. ED. CARON,
Minister of Agriculture.

Quebec, 18th May, 1911.

2226

La compagnie "Escanaba Manufacturing Co." de Saint-Louis, Miss., a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Sutton.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. S. R. Morse, de Sutton.

JOS. DUMONT,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 16 mai 1911.

2147

Québec, 15 mai 1911.

Avis est par le présent donné que la compagnie "The Barber Asphalt Paving Company" autorisée à faire des opérations dans cette province, a nommé, par nouvelle procuration, M. J. E. Bouvier, No 70, rue Rachel Est, Montréal, son agent principal, avec son principal bureau d'affaires, à Montréal.

JEREMIE L. DECARIE,

Secrétaire de la province.

2141

No 2025.10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

En conformité des dispositions de l'article 2591 S. R. P. Q., 1909, le Surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Duhamel Ouest", les biens fonds ayant au cadastre officiel du canton Duhamel, comté de Pontiac, les Nos 35 à 63, inclusivement, du 1er rang, les Nos 7 à 12 et 35 à 63, inclusivement, du 2e rang, les Nos 1 à 12 et 35 à 63, inclusivement, du 3e rang, les Nos 1 à 63, inclusivement, du 4e rang, les Nos 1 à 8, inclusivement, du 5e rang.

2009.2

No 1225.11.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Pointe aux Trembles, comté de Portneuf, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Pointe aux Trembles, les Nos 73 à 208, inclusivement, du 1er rang, les Nos 334 à 350, inclusivement, du 2e rang, les Nos 473 à 508, inclusivement, du 3e rang, de plus la partie du village Saint-Nicolas, située à l'ouest de la route à Gravel, comprenant les Nos 354 à 366, inclusivement, et d'ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Neuville".

2007.2

No. 745.11.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 8 mai 1911.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Ephrem de Tring, comté de Beauce, les biens fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ephrem de Tring, les Nos. 222, 223a, 224, 225, 226, 227, 243 jusqu'à 251, inclusivement, les Nos 305, 306a, 307, 308, 309, 310, les Nos. 326 jusqu'à 332, inclusivement, la partie des Nos. 229, 230, 231, 232, 233, 311, 313, 318, 323, 324, 325 non déjà comprise dans la municipalité scolaire du village; la moitié ouest en longueur et en largeur du lot No 221 et d'annexer ce territoire à celui du village de Saint-Ephrem de Tring.

2045.2

The "Escanaba Manufacturing Company" of Saint Louis, Miss., has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Sutton.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. S. R. Morse, of Sutton.

JOS. DUMONT,

Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 16th May, 1911.

2148

Quebec, 15th May, 1911.

Notice is hereby given that "The Barber Asphalt Paving Company" authorized to do business in this province, has appointed, by new power of attorney, Mr. J. E. Bouvier, No. 70, Rachel street East, Montreal, its principal agent, with its chief place of business at Montreal.

JEREMIE L. DECARIE,

Provincial Secretary.

2142

No. 2025.10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

In conformity with the provisions of article 2591 R. S. P. Q., 1909, the Superintendent gives notice that application has been made to him, to erect into a separate school municipality, under the name of "Duhamel West", the lots bearing on the official cadastre of the township Duhamel, county of Pontiac, the Nos. 35 to 63, inclusively, of the 1st range, the Nos. 7 to 12 and 35 to 63, inclusively, of the 2nd range, the Nos. 1 to 12 and 35 to 63, inclusively, of the 3rd range, the Nos. 1 to 63, inclusively, of the 4th range, the Nos. 1 to 8, inclusively, of the 5th range.

2010

No. 1225.11.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Pointe aux Trembles, county of Portneuf, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Pointe aux Trembles, the Nos. 73 to 208, inclusively, of the 1st range, the Nos. 334 to 350, inclusively, of the 2nd range, the Nos. 473 to 508, inclusively, of the 3rd range, moreover, the part of the village Saint Nicolas, situate on the west of the Gravel road, comprising the Nos. 354 to 366, inclusively, and to erect the said territory into a separate school municipality, under the name of "Neuville".

2008

No. 745.11.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 8th May, 1911.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the Superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of the parish of Saint Ephrem de Tring, county of Beauce, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Saint Ephrem de Tring, the Nos. 222, 223a, 224, 225, 226, 227, 243 up to 251, inclusively, the Nos. 305, 306a, 307, 308, 309, 310, the Nos 326 up to 332, inclusively, the part of Nos. 229, 230, 231, 232, 233, 311, 313, 318, 323, 324, 325 not already comprised in the school municipality of the village, the western half in length and in width of lot No. 221, and to annex the said territory to that of the village of Saint Ephrem de Tring.

2046

No 2940.10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

En conformité des dispositions de l'article 2591 S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Saint Siméon, comté de Charlevoix tout le territoire assigné au village de Saint-Siméon par proclamation du 4 janvier 1911, et de l'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Saint-Siméon, village".

2005.2

No 1443-11.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 9 mai 1911.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire des ville et paroisse de Longueuil, comté de Chambly, tout le territoire compris dans et formant la ville de Greenfield Park, et de l'ériger en une municipalité pour les fins scolaires, sous le nom de "The Protestant School Municipalité de Greenfield Park".

2047.2

No 4139-10

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Municipalité scolaire dissidente de la Côte des Neiges.

Demande est faite de détacher le territoire maintenant formant la municipalité scolaire dissidente protestante de la Côte des Neiges, comté d'Hochelaga, de la municipalité scolaire de la Côte des Neiges, et de l'annexer à la municipalité scolaire protestante de la cité de Montréal.

BOUCHER DELABRUERE,

2013.2

Surintendant.

No 4635-10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 5 mai 1911.

Demande est faite de détacher les lots de cadastre numéros 239, 254, 255, 257, 260, 262, 263, 270, 273, 275, 276, 277, 279, 281, 283, 288 et 290, de la municipalité scolaire de Percé, comté de Gaspé, de la dite municipalité scolaire, et de les ériger en une municipalité séparée pour les protestants seulement, sous le nom de "Municipalité Scolaire de Red Head."

2011.2

No 470-11.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 9 mai 1911.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des Statuts Refondus de la province de Québec, 1909, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée, à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Wexford, comté de Montcalm, les biens-fonds ayant au cadastre officiel du canton Wexford, les Nos 29 à 59, inclusivement, des 1er et 2ème rangs, les Nos 35 à 59, inclusivement, des 3ème et 4ème rangs du canton Kilkenny, les Nos 1, 2, 3, 4 et 5 du 11ème rang et tout le Gore de Wexford, et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire de Chertsey, dans le même comté.

2079-2

No 1854.10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 10 mai 1911.

Demande est faite de détacher les lots de cadastre 1, 18-25, 35-40, du premier rang 1-3 du deuxième rang ; 1-4 rang G ; 1-5 rang H, tous inclusivement de Lingwick ; 1-40, 42, 44, 46, 48, 49, 50 et 59 du premier rang ; 71, 73, 78, 81, 83-95, 101-133 du deuxième rang ; 136-158, 160, 162-167, 170, 171, 176, 178, 179, 183, 184, 186, 187, 188, 189, 191, 194, du troisième rang ; 199, 201,

No. 2940.10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Saint Siméon, county of Charlevoix, the whole of the territory assigned to the village of Saint Simeon, by proclamation of the 4th January, 1911, and to erect it into a separate school municipality, under the name of "Saint Siméon, village".

2006

No. 1443-11.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 9th May, 1911.

Application is made to detach from the school municipality of the town and parish of Longueuil, Chambly county, all the territory comprised in and now forming the town of Greenfield Park, and to erect it into a municipality for school purposes, under the name of "The Protestant School Municipality of Greenfield Park".

2048

4139-10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Côte des Neiges dissident school municipality.

Application is made to detach the territory now forming the protestant dissident school municipality of Côte des Neiges, Hochelaga county, from the school municipality of Côte des Neiges, and to annex it to the protestant school municipality of the city of Montreal.

BOUCHER DELABRUERE,

2014

Superintendent.

No. 4635 10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 5th May, 1911.

Application is made to detach lots cadastral numbers 239, 254, 255, 257, 260, 262, 263, 270, 273, 275, 276, 277, 279, 281, 283, 288 and 290 of the school municipality of Percé, Gaspé county, from said school municipality and to erect them into a separate municipality for protestant only, under the name of the "School Municipality of Red Head."

2012

No. 470-11.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 9th May, 1911.

In conformity with the provisions of article 2591 of the Revised Statutes of the province of Québec, 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Wexford, county of Montcalm, the lots bearing on the official cadastre of the township Wexford, the Nos. 29 to 59, inclusively, of the 1st and 2nd ranges, the Nos. 35 to 59, inclusively, of the 3rd and 4th ranges of the township Kilkenny, the Nos. 1, 2, 3, 4 and 5 of the 11th range and the whole of the Gore of Wexford, and to annex all the said territory to the school municipality of Chertsey, in the same county.

2080

No. 1854-10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 10th May, 1911.

Application is made to detach cadastral lots 1, 18-25, 35-40, of the first range ; 1-3 of the second range ; 1-4 range G ; 1-5 range H, all inclusive, of Lingwick ; 1-40, 42, 44, 46, 48, 49, 50 and 59 of the first range ; 71, 73, 78, 81, 83-95, 101-133, of the second range ; 136-158, 160, 162-167, 170, 171, 176, 178, 179, 183, 184, 186, 187, 188, 189, 191, 194 of the third range ; 199, 201, 203, 207, 208,

203, 207, 208, 209, 211, 213, 215, 216, 217 du quatrième rang ; 227, 228, du cinquième rang ; 230, 231, 233, 235, 236, 239, 241, 243-252, 259-280, 519-540, 542, 543, 544, 545, 547, 548, 550, 552, 554-560, 562-578 du premier V. N. rang ; 579-592, 594-607, 612, 614, 616, 618, 620, 622, 624, 626, tous inclusivement du deuxième V. N. rang de la municipalité de Hampden, de la municipalité scolaire de Scotstown, comté de Compton, et de les ériger en une municipalité séparée pour les fins scolaires sous le nom de "Hampden". 2077-2

No 975. 11.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 12 mai 1911.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. F. Q. de 1909, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet d'ériger en municipalité scolaire distincte, pour les catholiques seulement, sous le nom d'Abercorn, tout le territoire comprenant les 1er, 2ème et 3ème rangs du canton de Sutton, comté de Brome, moins les Nos 9, 10, 11 et 12 du 3ème rang.

2107-2

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du sixième jour de mai 1911, constituant en corporation M. Clovis Blouin, marchand, A. Joseph Pageau, architecte, Joseph P. Béland, manufacturier, Ophir Légaré, entrepreneur, et Théophile Béland, peintre, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Faire affaires comme agents d'immeubles ;

Construire, acheter, vendre, échanger, louer, exploiter des immeubles pour leur propre compte ou pour le compte d'autres ;

Agir comme arbitres, amiables, compositeurs, experts, estimateurs, constructeurs et entrepreneurs de travaux de tous genres ;

Entreprendre par contrat, estimé ou autrement, la construction de moulins, factories, entrepôts, magasin, maisons et autres bâtisses et constructions, en surveiller l'exécution et en fournir le matériel ;

Entreprendre la surveillance et la conduite de travaux faits par d'autres ;

Faire tous ouvrages en bois, fer et acier ;

Faire les ouvrages de plomberie, installer des appareils de chauffage, de lumière électrique et d'éclairage à gaz ;

Faire les couvertures de bâtisses en métal et en tout autre matériel ;

Faire tout ouvrage de mécanique, installation de machines et pouvoirs moteurs ;

Exploiter des moulins à scie et tous autres moulins ;

Faire le commerce de bois et autres matériaux de constructions, fabriquer et manufacturer ces matériaux ;

Faire les travaux de peinture, tapisserie et vitrage ;

Acquérir, exploiter, louer, vendre des propriétés forestières, limites à bois et pouvoirs d'eau ;

Se fusionner avec toute autre compagnie faisant des affaires semblables à celles faites par la présente compagnie, acquérir le stock d'icelles et le payer en argent ou avec des parts acquittées de la présente compagnie ;

Acquérir le fonds de commerce en marchandises, ameublement, roulant, outillage, machineries, boutiques ou autres immeubles, achalandage et tous autres droits, intérêt et privilèges appartenant à des compagnies incorporées, sociétés et individus ;

Payer pour le tout ou pour partie en parts acquittées de la présente compagnie ou adopter tous autres modes de paiement ;

Entreprendre le pavage et le macadam des rues, l'exploitation de carrières et tous travaux de béton, sous le nom de "La Compagnie de Construction Idéale, Limitée", avec un capital total de cent mille

209, 211, 213, 215, 216, 217 of the fourth range ; 227, 228 of the fifth range ; 230, 231, 233, 235, 236, 239, 241, 243-252, 259-280 ; 519-540, 542, 543, 544, 545, 547, 548, 550, 552, 554-560, 562-578 of the first V. N. range ; 579-592, 594-607, 612, 614, 616, 618, 620, 622, 624, 626, all inclusive of the second V. N. range of the municipality of Hampden, from the school municipality of Scotstown, Compton county, and to erect them into a separate municipality for school purposes under the name of "Hampden". 2078

No. 975 11.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 12th May, 1911.

In conformity with the provisions of article 2591 R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to erect into a separate school municipality, for catholics only, under the name of Abercorn, the whole of the territory comprising the 1st, 2nd and 3rd ranges of the township of Sutton, county of Brome, minus the Nos. 9, 10, 11 and 12 of the 3rd range. 2108

Public notice is hereby given that under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1911, incorporating Messrs. Clovis Blouin, merchant, A. Joseph Pageau, architect, Joseph P. Béland, manufacturer, Ophir Légaré, contractor, and Théophile Béland, painter, of the city of Quebec, for the following purposes :

To carry on the business of real estate agents ;

To construct, purchase, sell, exchange, lease, exploit immovables on their own account or for the account of others ;

To act as arbitrators, referees, compounders, experts, valuers, builders and contractors of work of all kinds ;

The undertake by contract, estimate or otherwise, the construction of mills, factories, warehouses, stores, houses and other buildings and structures, oversee the execution thereof and supply the material ;

To undertake the supervision and direction of work done by others ;

To do any work in wood, iron and steel ;

To do plumbing work, instal heating, electric light and gas apparatus ;

To do the covering of buildings in metal and any other material ;

To do any mechanical work, installation of machinery and motive powers ;

To operate saw mills and any other mills ;

To deal in lumber and other building materials, manufacture and make the said materials ;

To do painting papering and glass work ;

To acquire, exploit, lease, sell forest lands, timber limits and water powers ;

To amalgamate with any other company doing a similar business to that of this company, acquire the stock thereof and pay for same in cash or with paid up shares of the company ;

To acquire the stock in trade of merchandise, furniture, rolling stock, implements, machinery, shops or other immovables, goodwill and any other rights, interest and privileges belonging to incorporated companies, firms and individuals, pay for the whole or part in paid up shares of the present company or adopt any other mode of payment ;

To undertake the paving and macadamizing of streets, the working of quarries and any concrete work, under the name of "La Compagnie de Construction Idéale, Limitée", with a total capital of one

piastres (\$100,000.00), divisé en mille (1000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mai 1911.

2057-2 J.O.S. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de mai 1911, constituant en corporation M.M. John Holmes Brittle, comptable, Louis Athanase David, avocat, Charles Joseph Eugène Charbonneau, notaire public, William Henry Lunny, avocat, et Rena Knoulton, sténographe, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires en général d'entrepreneurs et constructeurs, charretiers et expéditeurs dans toutes les diverses branches d'iceux ;

Faire les affaires de marchands d'immeubles, agents d'assurance et agents en général ;

Acheter, louer, maintenir, hypothéquer et posséder des immeubles et toute autre sorte de propriété, et engager tout intérêt personnel et droit y ayant rapport ;

Aider à l'avancement ou développement de toute compagnie ou corporation dans le but de faire des affaires semblables, en tout ou en partie, à celles de cette compagnie ou y ayant rapport ;

Acheter, acquérir, posséder et vendre des droits de patentes, lettres patentes, procédés, devis, inventions, marques de commerce, formules, clientèle et autres droits ayant rapport aux affaires que cette compagnie est autorisée à faire ;

Souscrire pour, et acquérir et posséder soit comme patron ou agent et absolument comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale, et échanger, engager ou placer autrement les actions de capital actions, obligations ou débentures de toute compagnie ou corporation dans laquelle la compagnie est ou sur le point de devenir financièrement intéressée, ou avec laquelle elle a ou sur le point d'avoir des relations d'affaires, nonobstant les dispositions de la section 44 de la dite loi ;

Vendre, louer ou placer autrement les biens et entreprise de la compagnie, ou toute partie d'iceux, pour telle considération que la compagnie peut juger à propos, et en particulier pour actions, débentures, obligations ou garanties de toute autre compagnie ;

Entrer en arrangement pour le partage des profits avec toute personne ou compagnie engagée ou sur le point d'être engagée dans toutes affaires de nature que cette compagnie est autorisée à s'engager, et de prendre des actions et garanties de toute telle compagnie, et de les vendre, posséder ou émettre de nouveau, avec ou sans garantie, ou en faire le commerce autrement ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant les mêmes objets que ceux de cette compagnie ;

Acheter ou acquérir autrement toutes affaires semblables, en caractère et objets aux affaires de cette compagnie ;

Agir comme agents pour toute compagnie, société ou personne faisant les mêmes affaires ;

Tirer, faire, accepter, et endosser des billets promissaires, lettres de change ou autres instruments négociables ;

Faire les affaires, soit manufacturées ou autrement qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être conduites à son avantage ;

Distribuer parmi les membres de la compagnie en espèces, toutes actions, débentures, garanties ou propriété appartenant à la compagnie ;

Payer pour tous services rendus à, et tous biens et droits acquis par la compagnie, de telle manière qu'il peut être jugé à propos, et en particulier par l'émission d'actions ou garanties de la compagnie créditées comme complètement ou en partie payées,

hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the company, will be at Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of May, 1911.

2058 J.O.S. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 6th day of May, 1911, incorporating Messrs. John Holmes Brittle, accountant, Louis Athanase David, advocate, Charles Joseph Eugène Charbonneau, notary public, William Henry Lunny, barrister, and Rena Knoulton, stenographer, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of general contractors and builders, carters and carriers, in all the several branches thereof ;

To carry on the business of real estate dealers, insurance and general agents ;

To buy, lease, maintain mortgage and hold real estate and all other kinds of property and to pledge any personal interest and right therein ;

To assist in the promotion or development of any company or corporation for the purpose of carrying on a business similar in whole or in part to that of this company or ancillary thereto ;

To purchase, acquire, hold and sell patent rights, letters patent, processes, devices, inventions, trademarks, formulae, good-will and other rights relating to the business which this company is authorized to carry on ;

To subscribe for, and acquire and hold, either as principal or agent and absolutely as owner or by way of collateral security, and to exchange, pledge or otherwise dispose of the shares of capital stock, bonds or debentures of any company or corporation in which the company is or is about to become financially interested, or with which it has or it about to have business relations, notwithstanding the provisions of section 44 of the said act ;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and particularly for shares, debentures, bonds or securities of any other company ;

To enter into an arrangement for sharing profits with any person or company engaged in or about to be engaged in any business of the nature which this company is authorized to engage in, and to take shares and securities of any such company, and to sell, hold or re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same ;

To amalgamate with any other company having objects similar to those of this company ;

To purchase or otherwise acquire any business similar in character and objects to the business of this company ;

To act as agents for any company, partnership or person, carrying on a similar business ;

To draw, make, accept and endorse promissory notes, bills of exchange or other negotiable instruments ;

To carry on any business, whether manufacturing or otherwise which might seem to the company capable of being carried on to its advantage ;

To distribute among the members of the company in kind, any shares, debentures, securities, or property belonging to the company ;

To pay for any services rendered to, and any property and rights acquired by the company, in such manner as may be deemed expedient, and in particular by the issue of shares or securities of the company credited as fully or partly paid up, under

sous le nom de "National Realty & Building Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mai 1911.

JOS. DUMONT,

2095-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 6 mai 1911, constituant en corporation MM. John Ryan, agent d'immeubles, Charles Schmit, ingénieur, Gordon Ford, machiniste, John McIntosh, chauffeur, John Thornton, voyageur, et Robert McKay, menuisier, de Montréal, dans les buts suivants :

Encouragement de l'éducation, récréation, amusement et amélioration des relations sociales de ses membres et aussi le développement de leurs forces physiques aux moyens d'exercices du corps, jeu de quilles, billards et autres exercices gymnastiques etc., etc., sous le nom de "Ar. A. Wana Social Club Incorporated", avec un capital total de mille piastres (\$1,000.00), divisé en cent (100) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mai 1911.

JEREMIE L. DECARIE,

2049-2

Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six mai 1911, constituant en corporation MM. J. Mathias Dorion, courtier d'assurance, George S. Armstrong, bourgeois, de Lachute, Alfred B. Dufresne, courtier d'assurance, Montréal, Joseph D. Simard, gentilhomme, Joseph E. Valois, notaire, de Lachute, Eugène Côté, marchand, de Curran, Ont., et J. H. Albert Bohemier, notaire, de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir, détenir, posséder, vendre, transférer, échanger, louer ou aliéner autrement tous les biens mobiliers ou immobiliers ;

Faire les affaires d'agence générale et de courtage ;

S'unir et se fusionner avec toute autre compagnie dont le but est en tout ou en partie semblable à celui de la présente compagnie, céder la propriété et l'entreprise de la compagnie ou de toute autre partie d'icelle, pour la considération jugée bonne par elle, et en particulier pour des actions, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie ;

Acquérir toute entreprise, semblable en totalité ou en partie, à celle de la compagnie, ainsi que son matériel, sa clientèle, ses privilèges et biens de toutes sortes, et de payer en deniers comptants, en actions ou obligations de la compagnie, ou autrement ;

Tirer, faire, endosser, escompter, exécuter, émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements et autres effets négociables ou transférables ;

Émettre et allouer comme actions acquittées des actions de la compagnie en paiement parfait ou partiel de toute affaire, entreprise, propriété, droit, pouvoir, privilège, actions, obligations ou bons, ou autre propriété ou droit que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la présente charte ;

Exercer ou développer, améliorer, employer, engager, vendre, échanger, louer ou céder autrement les droits et biens de la compagnie, en tout ou en partie ;

Faire toutes autres choses se rattachant à tous ces objets ou fins, ou propres à les faire atteindre ;

the name of National Realty & Building Company, with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of May, 1911.

JOS. DUMONT,

2096

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 6th May, 1911, incorporating Messrs. John Ryan, real estate agent, Charles Schmit, engineer, Gordon Ford, machinist, John McIntosh, chauffeur, John Thornton, traveler, and Robert McKay, carpenter, of Montreal, for the following purposes :

Encouragement of education, the recreation, amusement and amelioration of social relations of its members, and also the development of their physical forces by means of corporal exercises, bowling, billiards and other gymnasium exercises, etc., etc., under the name of "Ar. A. Wana Social Club Incorporated", with a total capital stock of one thousand dollars (\$1,000.00), divided into one hundred (100) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of May, 1911.

JEREMIE L. DECARIE,

2050

Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1911, incorporating Messrs. J. Mathias Dorion, insurance broker, George S. Armstrong, bourgeois, of Lachute, Alfred B. Dufresne, insurance broker, Montreal, Joseph D. Simard, gentleman, Joseph E. Valois, notary, of Lachute, Eugène Côté, merchant, of Curran, Ont., and J. H. Albert Bohemier, notary, of Montreal, for the following purposes :

To acquire, hold, own, sell, transfer, exchange, lease or otherwise alienate any moveable or immoveable property ;

To carry on a general agency and brokerage business ;

To unite or amalgamate with any other company whose purpose is in whole or in part similar to that of this company ; assign the property and undertaking of the company or any other part thereof for the consideration it deems advisable, and in particular for shares, bonds or other securities of any other company ;

To acquire any undertaking similar in whole or in part to that of the company, with the stock, goodwill, privileges and property of all kinds, and pay for same in cash, stock or bonds of the company, or otherwise ;

To draw, make, endorse, discount, execute, issue bills payable to order, bills of exchange, bills of lading and other negotiable or transferable instruments ;

To issue and allot as paid up stock, shares of the company in full or partial payment of any business, undertaking, property, right, power, privilege, stock, debentures or bonds or other property or right that the company may lawfully acquire in virtue of the powers conferred on it by the present charter ;

To exercise or develop, improve, employ, pledge, sell, exchange, lease or otherwise assign the rights and property of the company, in whole or in part ;

To do all such other things connected with all the said objects or purposes, or proper for the attainment thereof ;

Prêter avec ou sans hypothèque, à toutes personnes ou corporations quelconques, et aux particuliers, les sommes d'argent qu'ils auront la faculté d'emprunter, remboursables soit à long terme, soit à court terme, avec ou sans amortissement ;

Emprunter de l'argent à tel taux d'intérêt qui pourront être convenus, avec plein pouvoir de garantir tels emprunts par toutes hypothèques, actions, obligations ou autres valeurs, appartenant à la compagnie ;

La compagnie pourra exercer l'un ou plus des pouvoirs ci-dessus énumérés sans égard aux autres, et aucun des articles ci-haut les concernant ne sera limité dans sa généralité ou interprété de manière à être subordonné à quelque autre article, et en cas d'ambiguïté chaque article sera interprété de manière à étendre et non pas à restreindre les pouvoirs de la compagnie sous le nom de "La Compagnie du Parc Laurier", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mai 1911.

JOS. DUMONT,

2053.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du sixième jour de mai 1911, constituant en corporation MM. Wilfrid Duquette, industriel, William Thomas Heney, courtier en immeubles, Wilfrid Bessette, avocat, Oscar John Miller, marchand, Alfred Gauthier, rentier, de la cité de Montréal, dans es buts suivants :

Acquérir par achat ou autrement, louer, occuper, posséder des terrains, maisons et autres choses ou droits immobiliers pour des fins de spéculations et les aliéner ou les donner en bail.

Développer et améliorer tout terrain par elle occupé, posséder pour des fins de culture ou de construction ;

Construire, réparer, démolir des maisons ou autres bâtiments, ou faire tels travaux par des constructeurs, entrepreneurs et autres et leur faire des avances d'argent ;

Exercer l'industrie et commerce de constructeur et d'entrepreneur pour toutes espèces de travaux ;

Faire le commerce de nouveautés, épicerie, quincailleries ou tout autre commerce en gros et en détail ;

Faire le commerce de l'argent par prêts sur billets, obligations, hypothécaires ou autres, ventes à réméré, constitutions de rentes, achats et ventes d'obligations, débentures ou titres semblables ;

Emprunter des capitaux par billets, obligations, hypothèques, débentures, ou sous d'autres garanties convenables ;

Vendre des actions à d'autres compagnies et les racheter, acheter des actions d'autres compagnies et les vendre ;

Vendre, aliéner totalité ou partie de ses propriétés, droits ou entreprises, sous le nom de "Outremont Annex Land Company", avec un capital total de deux cent cinquante mille piastres (\$250,000.00), divisé en deux mille cinq cents (2500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mai 1911.

JOS. DUMONT,

2051.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du sixième jour de mai 1911, par lesquelles la compagnie "Canada Auto & Taxi Company" a été auto-

To loan with or without hypothec to any persons or corporations whatsoever, and to individuals, the amounts of money they may have the power to borrow, repayable either on long or short terms, with or without redemption ;

To borrow money at such rate of interest as may be agreed on, with full power to secure such loans by any hypothecs, stock, bonds or other securities belonging to the company ;

The company may exercise one or more of the powers hereabove enumerated without regard to the others, and any of the hereabove articles concerning same shall not be limited in its generality or interpreted in such manner as to be subordinated to any other article, and in case of ambiguity each article shall be interpreted so as to extend and not restrict the powers of the company, under the name of "La Compagnie du Parc Laurier," with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this 6th May, 1911.

JOS. DUMONT,

2054

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1911, incorporating Messrs. Wilfrid Duquette, manufacturer, William Thomas Heney, real estate broker, Wilfrid Bessette, advocate, Oscar John Miller, merchant, Alfred Gauthier, rentier, of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire by purchase or otherwise, lease, occupy, own lands, houses and other immoveable things or rights for speculative purposes, and alienate or lease same ;

To develop and improve any land occupied, owned by it for the purposes of cultivation or building ;

To construct, repair, demolish houses or other buildings, or have such work done by builders, contractors and others, and make them advances of money ;

To carry on the business of builders and contractors for all kinds of work ;

To carry on the business of novelties, groceries, hardware or any other business wholesale and retail ;

To carry on a money business by loans on notes, bonds, hypothecary or not, sales with right of redemption, constituted rents, purchases and sales of bonds, debentures or similar titles ;

To borrow capital by notes, bonds, hypothecs, debentures or any other suitable security ;

To sell shares to other companies and repurchase same, purchase the shares of other companies and sell same ;

To sell, alienate the whole or part of its property, rights or undertakings, under the name of "Outremont Annex Land Company", with a total capital of two hundred and fifty thousand dollars (\$250,000.00), divided into two thousand five hundred (2500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of May, 1911.

JOS. DUMONT,

2052

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1911, by which the "Canada Auto & Taxi Company" has been authorized to reduce its

risé à réduire son capital au montant de deux cent mille piastres (\$200,000.00).

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mai 1911.

2021-2 J.O.S. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du six mai 1911, par lesquelles la compagnie "Dominion Gold Field of Canada" a été autorisée à changer son nom en celui de "Champs d'Or Rigaud-Vaudreuil Limitée".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mai 1911.

2035.2 J.O.S. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du sixième jour de mai 1911, constituant en corporation MM. Walter H. Wilson, Frank R. Wilson, marchands, Arthur F. Plant, comptable, Arthur H. Genge, accordeur de pianos, et Robert S. Nutbrown, vendeur, de la ci é de Sherbrooke, dans les buts suivants :

Faire les affaires en détail de magasin ou magasins à département, et comme marchands en gros et en détail et acquéreurs et manufacturiers d'instruments de musique, musique imprimée ou écrite et toutes publications d'une nature, sorte ou description musicale, et toutes classes d'objets tenus dans les magasins à département, en gros et en détail, et commerçants, et spécialement toutes sortes et classes d'objets ayant rapport aux affaires de marchands de musique, instruments de musique, publications musicales et fournitures, ou entrer dans la production de tels objets, et agir comme agents pour marchands ou manufacturiers d'aucun des dits objets, articles et marchandises ;

Prendre, acquérir, posséder, vendre, louer des meubles et immeubles de toute nature et sorte comme garantie pour ou en satisfaction en tout ou en partie des dettes, responsabilités ou obligations encourues ou à être encourues en rapport avec les susdites affaires ou aucun des buts ou objets de la compagnie, et en disposer autrement ;

Faire toutes autres affaires, soit manufacturées ou autrement, qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être faites en rapport avec ses affaires, ou calculées, directement ou indirectement, à augmenter la valeur, ou rendre profitables aucun des biens ou droits de la compagnie ;

Acquérir ou entreprendre toutes ou aucune partie des affaires, biens, clientèle et obligations de toute personne ou compagnie faisant aucune des affaires que la compagnie est autorisée à faire, ou acquérir des biens appartenant à toute autre personne ou compagnie, convenables pour les fins de la compagnie ;

Demander, acheter ou acquérir autrement toutes patentes, licences, concessions et autres semblables, conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité pour se servir de tout secret ou autre information quant à toute invention qui peut paraître capable d'être employée pour aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition peut paraître calculée directement ou indirectement pour le bénéfice de la compagnie, et employer, exercer, développer ou octroyer des licences y ayant rapport ou autrement mettre à profit la propriété, droits ou informations ainsi acquis ;

Entrer en société ou en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement, avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée ou étant sur le point de faire ou engagée dans aucune affaire ou transaction capable d'être conduite directement ou indirectement pour le bé-

capital to the amount of two hundred thousand dollars (\$200,000.00).

Dated from the office of the secretary of the province, this sixth day of May, 1911.

2022 J.O.S. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1911, by which the company "Dominion Gold Fields of Canada" has been authorized to change its name to that of "Champs d'Or Rigaud-Vaudreuil, Limitée".

Dated from the office of the secretary of the province, this sixth day of May, 1911.

2036 J.O.S. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1911, incorporating Messrs. Walter H. Wilson, Frank B. Wilson, merchants, Arthur F. Plant, accountant, Arthur H. Genge, piano-tuner, and Robert S. Nutbrown, salesman, of the city of Sherbrooke, for the following purposes :

To carry on the business of a retail and departmental store or stores, and as wholesale and retail dealers in, and purchasers and manufacturers of, musical instruments, printed or written music and all publications of a musical nature, kind or description, and all classes of goods handled by departmental, wholesale and retail stores, and dealers, and especially all kinds and classes of goods incidental to the business of dealers in music, musical instruments, musical publications and supplies, or entering into the production of such goods, and to act as agents for dealers or manufacturers of any such goods, wares and merchandise ;

To take, acquire, hold, sell, lease and otherwise dispose of real estate and moveable property of every nature and kind as security for or in satisfaction wholly or in part of debts, liabilities or obligations incurred or to be incurred in respect of, or in connection with the business aforesaid, or any of the purposes or objects of the company ;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being carried on in connection with its business, or calculated, directly or indirectly, to enhance the value, or render profitable any of the company's property or rights ;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, good-will, and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or to acquire property possessed by any other person or company, suitable for purposes of the company ;

To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights, or information so acquired ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business

néfice de la compagnie, et prêter de l'argent, garantir le contrat d'icelle ou autrement aider toute telle personne ou compagnie ;

Prendre ou autrement acquérir et posséder des actions, débetures ou autres garanties dans toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en aucune partie semblables à ceux de cette compagnie ou faisant toutes affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de la compagnie, nonobstant les dispositions de la section 6035 des statuts refondus de la province de Québec, et les vendre ou en disposer autrement avec ou sans garantie ;

Entrer en aucuns arrangements avec toute autorité municipale, locale ou autrement, qui peuvent paraître utiles aux objets de la compagnie ou aucun d'eux et obtenir de toute telle autorité tous droits, privilèges et concessions que la compagnie peut juger à propos d'obtenir, et exécuter, exercer et effectuer tout tel arrangement, droits, privilèges et concessions ;

Prêter de l'argent aux clients et autres ayant des affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par telles personnes ;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, mandats et autres instruments négociables et transférables, et entreprendre et faire tous contrats et arrangements non prohibés par la loi ;

Acheter, prendre à bail, ou en échange, louer ou acquérir autrement tous biens personnels et tous droits ou privilèges que la compagnie peut juger à propos ou utiles pour les fins de ses affaires, et en particulier toutes machines, matériel et stock de commerce ;

Vendre l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour actions, débetures ou garanties de toute autre compagnie ayant les mêmes objets ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou en disposer ;

Vendre, améliorer, conduire, développer, échanger, louer, mettre à profit, ou autrement faire le commerce de tous ou aucune partie des biens et droits de la compagnie, et en disposer ;

Acquérir les affaires et biens de la société et association faisant ci-devant affaires dans la cité de Sherbrooke, sous le nom de H. C. Wilson and Sons, et de les payer en argent ou en actions de cette compagnie, ou partie en argent et partie en actions, ou autrement ;

Faire toutes telles autres choses en rapport ou utiles à l'acquisition des dits objets, sous le nom de "H. C. Wilson & Sons Limited", avec un capital total de quarante huit mille piastres (\$48,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingts (480) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Sherbrooke.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mai 1911.

JOS. DUMONT.

2083-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6 mai 1911, constituant en corporation MM. Alfred Desbureault, hôtelier, Saint-Tite, Alphide Tremblay, J. Ernest Desbiens, marchands, Philippe Marchand, hôtelier, Wenceslas Plante, boulanger, et Gustavo Duguay, notaire, de la Tuque, dans les buts suivants :

Manufacturer, fabriquer, importer, exporter, acheter et vendre en gros et en détail toutes espèces d'articles en cuir, feutre, caoutchouc, étoffe, laine et coton et toutes choses relevant du commerce de merciers, marchands de hardes et lingeries, modistes, tailleurs, chapeliers et généralement tout ce qui se rattache à ces industries ou en dépend ;

2

or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contract of, or otherwise assist any such person or company ;

To take, or otherwise acquire and hold shares debentures or other securities in any other company having objects altogether or in any part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, notwithstanding the provisions of section 6035 of the revised statutes of the province of Quebec, and to sell or otherwise dispose thereof with or without guarantee ;

To enter into any agreement with any authorities, municipal, local, or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them and to obtain from any such authority and rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangement, rights, privileges and concessions ;

To lend money to customers and others having dealings with the company, and to guarantee the performance of contracts by such persons ;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of lading, warrants and other negotiable and transferrable instruments, and to enter into and make all contracts and agreements not prohibited by law ;

To purchase, take on lease, or in exchange, hire or otherwise acquire, any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular, any machinery, plant, stock in trade ;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company ;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account, or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company ;

To acquire the business and assets of the partnership and firm heretofore carried on at the city of Sherbrooke, under the name of H. C. Wilson and Sons, and to pay for the same in cash, or any shares of this company, or partly in cash, and partly in shares, or otherwise ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of such objects, under the name of "H. C. Wilson & Sons, Limited", with a total capital stock of forty eight thousand dollars (\$48,000.00), divided into four hundred and eighty (480) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Sherbrooke.

Dated from the office of the secretary of the province, this sixth day of May, 1911.

JOS. DUMONT.

2084

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1911, incorporating Messrs. Alfred Desbureault, hotel-keeper, Saint Tite, Alphide Tremblay, J. Ernest Desbiens, merchants, Philippe Marchand, hotel-keeper, Wenceslas Plante, baker, and Gustavo Duguay, notary, of La Tuque, for the following purposes :

To manufacture, make, import, export, purchase and sell wholesale and retail all kinds of articles in leather, felt, rubber, dress-goods, wool and cotton and everything in connection with the business of haberdashers, dealers, in wearing apparel and whitewear, milliners, tailors, hatters and generally anything connected with the said businesses or depending thereon ;

Louer, acheter, acquérir, posséder, vendre, échanger et aliéner un ou plusieurs immeubles et bâtir une ou plusieurs maisons, manufactures, magasins ou entrepôts pour les fins de la compagnie et aussi emprunter dans le même but ;

Louer, acheter ou autrement acquérir, vendre et aliéner des machineries, outils et accessoires d'une manière générale ;

Tenir en opération une ou plusieurs manufactures, magasins ou entrepôts ;

Agir comme agent ou représentant à salaire ou commission pour négocier les achats ou les ventes d'autres compagnies ou personnes dans la même ligne de commerce ;

Faire toutes les opérations et exercer tous les pouvoirs nécessaires aux fins de la compagnie, sous le nom de "La Compagnie Manufacturière de La Tuque, limitée", avec un capital total de quarante-cinq mille piastres (\$45,000.00), divisé en quatre cent cinquante (450) actions de cent piastres (\$100 00) chacune

La principale place d'affaires de la corporation, sera à La Tuque.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mai 1911.

JEREMIE L. DECARIE,

2087-2

Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de mai 1911, constituant en corporation MM. Joseph A. Mercier, avocat, William Bumbray, entrepreneur, Andrew E. Murray, marchand, William P. Kennedy, comptable, Lawrence F. McDonald, agent, Michael Huges, employé civil, James T. Green, dessinateur, John F. Howard, gérant, Albert E. Pilon, comptable, John J. O'Neil, gérant, Frank Duckett, médecin, David J. Cochrane, gérant, William H. Turner, marchand, William H. Griffin, manufacturier, et Patrick J. Brennan, de la cité de Montréal, et Alphonse Venne, architecte, de Saint-Lambert, dans les buts suivants :

Faire en général les affaires de construction pour eux-mêmes ainsi que pour autres personnes par contrat ou autrement ;

Faire les affaires d'immeubles et de toutes entreprises en général ayant rapport aux immeubles comme patrons ou comme agents ;

Et pour ces fins, vos requérants prient que la compagnie pour laquelle ils demandent l'incorporation, soit investie des pouvoirs spéciaux suivants ;

Emettre et donner en paiement des droits ou biens acquis par la compagnie, des actions en partie ou complètement payées du capital actions de la compagnie ;

Souscrire pour, acheter ou acquérir autrement des actions du capital actions d'autres corporations semblables ;

Racheter ses propres actions avec son fonds de surplus dans tels cas, et sujet à la condition pourvue par les règlements ;

Le tout sans préjudice ni restrictions à aucun des pouvoirs en général octroyés à la compagnie pour les fins de son incorporation, et accordés à la compagnie par son incorporation conformément à la loi, sous le nom de "Dominion Knights of Columbus Building Association Incorporated", avec un capital total de trente mille piastres (\$30,000.00), divisé en trois mille (3000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Datée du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mai 1911.

JOS. DUMONT,

2055

Sous-secrétaire de la province.

To lease, purchase, acquire, hold, sell, exchange and alienate one or more immovables and build one or more houses, manufactories, shops or warehouses for the purposes of the company and also borrow for the same purpose ;

To lease purchase or otherwise acquire, sell and alienate machinery, tools and accessories in a general manner ;

To operate one or more manufactories, stores or warehouses ;

To act as agent or representative on salary or commission to negotiate the purchase and sale of other companies or persons in the same line of business ;

To carry on all operations and exercise all the powers necessary for the purposes of the company, under the name of "La Compagnie Manufacturière de La Tuque Limitée", with a total capital of forty five thousand dollars (\$45,000.00), divided into four hundred and fifty (450) shares of one hundred dollars (\$100 00) each

The principal place of business of the corporation, will be at La Tuque.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of May, 1911.

JEREMIE L. DECARIE,

2088

Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1911, incorporating Messrs. Joseph A. Mercier, advocate, William Bumbray, contractor, Andrew E. Murray, merchant, William P. Kennedy, accountant, Lawrence F. McDonald, agent, Michael Huges, civil employee, James T. Green, draughtsman, John F. Howard, manager, Albert E. Pilon, accountant, John J. O'Neil, manager, Frank Duckett, physician, David J. Cochrane, manager, William H. Turner, merchant, William H. Griffin, manufacturer, and Patrick J. Brennan, merchant, of the city of Montreal, and Alphonse Venne, architect, of Saint Lambert, for the following purposes :

To carry on a general construction business for themselves as well as for others by contract or otherwise ;

To engage in real estate business and any undertaking in general respecting real estate as principals or as agent ;

And for these purposes, your petitioners pray that the company for which they are asking incorporation, may be granted the following special powers ;

To issue and give in payment of rights or property acquired by the company, partially or fully paid up shares of the capital stock of the company ;

To subscribe for purchase or otherwise acquired shares of the capital stock of other similar corporations ;

To redeem its own shares with its surplus funds in such cases and subject to the condition provided for by the by-laws ;

The whole without prejudice of, nor restrictions to any general powers granted the company for the purposes of its incorporation, and granted the company by its incorporation according to law, under the name of "Dominion Knights of Columbus Building Association Incorporated", with a total capital stock of thirty thousand dollars (\$30,000.00), divided in to three thousand (3000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of May, 1911.

JOS. DUMONT,

2056

Deputy Provincial Secretary.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, a division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, signe ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers du pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans d'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54. Avant d'adresser à la chambre aucune pétition, mandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60. Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended: and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the

règlements de cette Chambre, ni être u pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer un comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

1023

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations instantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties

law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same are paid in each house.

R. CAMPBELL,

1024

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec within the purview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the

qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelcun amendement à un statut en vigueur,

person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway, [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the

doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,

1025

Greffier de l'Assemblée Législative.

House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, an also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,

1026

Clerk of the Legislative Assembly.

Avis Divers

THE MEMPHRAMAGOG NAVIGATION COMPANY.

Avis est par le présent donné par "The Memphramagog Navigation Company", que le principal bureau, la principale place d'affaires et le domicile légal de la compagnie, ont été, ce jour, transférés des cité et district de Montréal, à la ville de Magog, dans le district Saint-François, et qu'à l'avenir le service de toutes poursuites, demandes, et réclamations devront être déposées au bureau de la compagnie à Magog susdit, ou ailleurs, entre les mains du président ou secrétaire de la compagnie, conformément à l'article 142 du code de procédure civile.

LOUIS GOSSELIN,

Secrétaire.
2121

Magog, 9 mai 1911.

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-François.

Le principal bureau de "The Boyd Syllabic Short Hand and Business College, Limited", incorporée par lettres patentes en vertu de la loi des compagnies de Québec, statuts refondus de Québec, 1909, en date du 6 mars 1911, est situé au No 11, Strathcona Square, dans la cité de Sherbrooke, district de Saint-François.

J. H. BRYCE,
Secrétaire-trésorier.
2167

Sherbrooke, 6 avril 1911.

Miscellaneous Notices

THE MEMPHRAMAGOG NAVIGATION COMPANY.

Public notice is hereby given by "The Memphramagog Navigation Company", that the head office, chief place of business and legal domicile of the company have, this day, been removed from the city and district of Montreal, to the town of Magog, in the district of Saint Francis, and that henceforth the service of all suits, demands and claims shall have to be made at the office of the company, in Magog aforesaid, or elsewhere upon the president or secretary of the company, according to article 142 of the code of civil procedure.

LOUIS GOSSELIN,

Secretary.
2122

Magog, 9th May, 1911.

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint Francis.

The head office of "The Boyd Syllabic Short Hand and Business College, Limited", incorporated by letters patent under the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, 1909, of date 6th March, 1911, is situated at No. 11 Strathcona Square, in the city of Sherbrooke, district of Saint Francis.

J. H. BRYCE,
Secretary-treasurer.
2168

Sherbrooke, 6th April, 1911.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 4294.

Dame Maria Chalifoux, de la paroisse de la Pointe aux Trembles, district de Montréal, épouse de Arthur Senez, du même lieu, constructeur, dûment autorisée à ester en justice. Demanderesse ;

vs

Le dit Arthur Senez, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée en cette cause.

BESSETTE & FARIBAUT,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 15 mai 1911. 2129

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2293.

Dame Elvina Harris, de Montréal, épouse commune en biens de Emile Vuylsteke, commis, du même lieu, autorisée à ester en justice, le 2 février 1911, institué une action en séparation de biens contre le dit Emile Vuylsteke.

BENJ. BENOIT,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 14 février 1911. 2177

Province de Québec, district de Montréal, C. S., No 2886, Dame Louise Piché, Demanderesse, vs. Louis Filteau, Défendeur, de Montréal. La demanderesse a institué une action en séparation de biens contre le défendeur, Montréal, 16 mai 1911. J. O. Lacroix, avocat de la demanderesse. 2169

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Québec. }
No 684.

Maria Drouin, de Saint-Damien, comté de Bellechasse, épouse de Joseph Mercier, commerçant, du même endroit, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Joseph Mercier, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 17e jour de mai courant.

FRANCEUR & VIEN,
Procureurs de la demanderesse.

Québec, 17 mai 1911. 2195

Dame Sophie Barrette, de la paroisse de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Emilien Plante, cultivateur, du même lieu, devant la cour supérieure du district de Terrebonne, sous le No 272.

PREVOST & MARCHAND,
Procureurs de la demanderesse.

Sainte-Scholastique, 15 mai 1911. 2209

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No 5032.

Dame Virginie Roy, de la paroisse de Saint-Zénon, district de Joliette, épouse commune en biens de Stanislas Desmarais, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée en justice aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs

Le dit Stanislas Desmarais, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

RENAUD & GUIBAULT,
Avocats de la demanderesse.

Joliette, 4 mai 1911. 2203

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 1001.

Dame Délila Bourassa, épouse commune en biens d'Emile Prévost, contracteur, des cités et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 4294.

Dame Maria Chalifoux, of the parish of Pointe aux Trembles, district of Montreal, wife of Arthur Senez, of the same place, constructor, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Arthur Senez, Defendant.
An action for separation as to property has, this day, been instituted in this case.

BESSETTE & FARIBAUT,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 15th May, 1911. 2130

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2293.

Dame Elvina Harris, of Montreal, wife common as to property of Emile Vuylsteke, clerk, of Montreal, has, the 2nd February, 1911, instituted an action for separation as to property against the said Emile Vuylsteke, with the authorization of this court.

BENJ. BENOIT,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 14th February, 1911. 2178

Province of Quebec, district of Montreal, C. S., No. 2886, Dame Louise Piché, Plaintiff, vs. Louis Filteau, Defendant. An action for separation as to property has been instituted, this day, by plaintiff vs. defendant. Montreal, 16th May, 1911. J. O. Lacroix, plaintiff's attorney. 2170

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Quebec. }
No. 684.

Maria Drouin, of Saint-Damien, county of Bellechasse, wife of Joseph Mercier, trader, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

Joseph Mercier, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 17th day of May instant.

FRANCEUR & VIEN,
Attorneys for the plaintiff.

Quebec, 17th May, 1911. 2196

Dame Sophie Barrette, of the parish of Saint-Jérôme, district of Terrebonne, has instituted, this day, an action for separation as to property against her husband, Emilien Plante, farmer, of the same place, under number 272, before the superior court.

PREVOST & MARCHAND,
Attorneys for plaintiff.

Ste Scholastique, 15th May, 1911. 2210

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 5032.

Dame Virginie Roy, of the parish of Saint-Zénon, district of Joliette, wife common as to property of Stanislas Desmarais, farmer, of the same place, duly authorized for the purposes hereof, Plaintiff ;

vs

The said Stanislas Desmarais, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff against the defendant.

RENAUD & GUIBAULT,
Attorneys for plaintiff.

Joliette, 4th May, 1911. 2204

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 1001.

Dame Délila Bourassa, wife common as to property of Emile Prévost, contractor, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester en jus-

Demanderesse ; vs Emile Prévost, contracteur, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

LACHAPELLE & DENIS,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 22 avril 1911. 1897-4

Province de Québec, district de Chicoutimi, Cour Supérieure, No 355.—**Dame Elizabeth Rossignol**, épouse de **Laurent Hudon**, bijoutier, tous deux de **Hébertville Station**, a intenté contre son dit époux une action en séparation de biens, le 10 avril 1911.

J. ACHILLE TREMBLAY,

Procureur de la demanderesse.

Chicoutimi, 24 avril 1911. 1883-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1976.

Dame Reine Aimée Rochon, de Montréal, épouse commune en biens de **Oswald Guay**, charretier, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

BEAUDRY & BEAUDRY,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 17 avril 1911. 1837-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1266.

Delia Nockle, épouse commune en biens de **Alphonse J. Lauzon**, marchand, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Alphonse J. Lauzon, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 15^{ème} jour de février 1911.

McAVOY, HANDFIELD

& **HANDFIELD,**

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 22 avril 1911. 1841-4

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District des Trois-Rivières. }
No 532.

Dame Clarisse Trudel, de la ville de **Saint-Tite**, épouse commune en biens de **Alexandre Carrier**, commerçant, de la dite ville, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Alexandre Carrier, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée par la dite demanderesse contre le dit défendeur, ce 20 avril 1911.

BLONDIN & DESY,

Procureurs de la demanderesse.

Trois-Rivières, 20 avril 1911. 1845-4

Le 15^e jour de juin 1911, à Montréal, la "**Dominion Express Company**" vendra des effets non réclamés qui sont en mains dans les divisions Est et Atlantique, depuis avant le 1^{er} juin 1910.

Voir la liste imprimée pour plus d'informations.

W. S. STOUT,

1767-5 Président et gérant général.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2311.

Dame Blanche Ruault, épouse d'**Emile Barlatier**, tous deux des cité et district de Montréal, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens à son dit époux.

FONTAINE & LABELLE,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 6 mai 1911. 2043-2

Plaintiff : vs Emile Prévost, contractor, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff against the defendant.

LACHAPELLE & DENIS,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 22nd April, 1911. 1868

Province of Quebec, district of Chicoutimi, Superior Court, No. 355.—**Dame Elizabeth Rossignol**, wife of **Laurent Hudon**, jeweller, both of **Hébertville Station**, has instituted against her said husband, an action for separation as to property, on the 10th April, 1911.

J. ACHILLE TREMBLAY,

Attorney for plaintiff.

Chicoutimi, 24th April, 1911. 1884

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1976.

Dame Reine Aimée Rochon, of Montreal, wife common as to property of **Oswald Guay**, carter, of the same place, and duly authorized "à ester en justice", has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

BEAUDRY & BEAUDRY,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 17th April, 1911. 1838

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1266.

Delia Nockle, wife common as to property of **Alphonse J. Lauzon**, merchant, of the city and district of Montreal, duly authorize to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Alphonse J. Lauzon, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted by plaintiff against defendant, on the 15th of February, 1911.

McAVOY, HANDFIELD,

& **HANDFIELD,**

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 22nd April, 1911. 1842

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Three Rivers, }
No. 532.

Dame Clarisse Trudel, of the town of **Saint Tite**, wife common as to property of **Alexandre Carrier**, trader, of the said town, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

Alexandre Carrier, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted by the said plaintiff against the said defendant, on the 20th April, 1911.

BLONDIN & DESY,

Attorneys for plaintiff.

Three Rivers, 20th April, 1911. 1846

On the 15th day of June, 1911, at Montreal, the "**Dominion Express Company**" will sell unclaimed shipments which have been on hand in the Eastern and Atlantic divisions, since previous to 1st June, 1910.

See printed list for further particulars

W. S. STOUT,

1768 President and general manager.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2311.

Dame Blanche Ruault, wife of **Emile Barlatier**, both of the city and district of Montreal, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband.

FONTAINE & LABELLE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 6th May, 1911. 2044

Province de Québec. }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 851.

Dame Albina St. Denis, de Saint-Jeanne de Chantal, de l'Île Parrot, dans le district de Montréal, épouse de Zéphirin Leduc, hôtelier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Zéphirin Leduc, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le cinquième jour de mai 1911.

EUCLIDE ROY,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 8 mai 1911. 2029.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 348.

Dame Mabel J. Osborne, de la cité et du district de Montréal, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son époux George L. Bowen, contracteur, du même lieu.

CHS. M. HOLT,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 29 mars 1911. 1905.4

Province de Québec, }
District de Montmagny. } *Cour Supérieure.*
No 298.

Dame Marie Delphine Corinne Gilbert, épouse de François-Xavier Lavallée, commerçant, de Saint-Aubert, comté de l'Islet, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit François-Xavier Lavallée, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 26ième jour d'avril dernier.

FRANCŒUR & VIEN,
Procureurs de la demanderesse.
Montmagny, 3 mai 1911. 2001-3

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
Dame Vitaline Chabot, du canton de Windsor, district de Saint-François, épouse commune en biens de David Corriveau, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes,
Demanderesse ;

vs

Le dit David Corriveau, Défendeur.
La demanderesse a institué une action en séparation de biens et de corps et de biens contre son dit mari, le dix-neuvième jour d'avril courant.

CAMPBELL & GENDRON,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 26 avril 1911. 1901.4

Cour Supérieure, Kamouraska, No 4675, Dame Alma Lebel, épouse commune en biens de Ovide Raymond, contracteur, de Sainte-Rose du Dégel, a institué le 30 mars 1911, une action en séparation de biens contre son dit époux, Fraserville, 4 mai 1911, Potvin & Langlais, avocats de la demanderesse. 1997.3

Province de Québec, }
District de Beauce. } *Cour Supérieure*
No 54.

Lucia Roy, Demanderesse ;

vs

Albert Baillargeon, cultivateur, de la paroisse de Saint-Benoit-Labre, district de Beauce,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, contre le défendeur.

ARTHUR GODBOUT,
Procureur de la demanderesse.
Saint-Joseph, Beauce, 14 avril 1911. 2073-2

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 851.

Dame Albina St. Denis, of Saint Jeanne de Chantal de l'Île Parrot, in the district of Montreal, wife of Zéphirin Leduc, hotelkeeper, of the same place, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs

The said Zéphirin Leduc, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the fifth day of May, 1911.

EUCLIDE ROY,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 8th May, 1911. 2030

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 348.

Dame Mabel J. Osborne, of the city and district of Montreal, has instituted, this day, an action for separation as to property against her husband George L. Bowen, contractor, of the same place.

CHS. M. HOLT,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 29th March, 1911. 1906

Province of Quebec, }
District of Montmagny. } *Superior Court.*
No. 298.

Dame Marie Delphine Corinne Gilbert, wife of François-Xavier Lavallée, trader, of Saint-Aubert, county of l'Islet, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs

The said François-Xavier Lavallée, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 26th of April last.

FRANCŒUR & VIEN,
Attorneys for plaintiff.
Montmagny, 3rd May, 1911. 2002

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
Dame Vitaline Chabot, of the township of Windsor, district of Saint Francis, wife "commune en biens" of David Corriveau, farmer, of the same place, duly authorized "to ester en justice aux fins des présentes",
Plaintiff ;

vs.

The said David Corriveau, Defendant.
Plaintiff has instituted an action for separation as to property and bed and board against her said husband, on the nineteenth of April instant.

CAMPBELL & GENDRON,
Attorneys for plaintiff
Sherbrooke, 26th April, 1911. 1902

Superior Court, Kamouraska, No. 4675, Dame Alma Lebel, wife common as to properties of Ovide Raymond, contractor, of Sainte Rose du Dégel, has instituted on the 30th of March, 1911, an action for separation of properties, against her said husband, Fraserville, 4th May, 1911, Potvin & Langlais, advocates of plaintiff. 1998

Province of Quebec, }
District of Beauce. } *Superior Court.*
No. 54.

Lucia Roy, Plaintiff ;

vs

Albert Baillargeon, farmer, of the parish of Saint Benoit Labre, district of Beauce,
Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

ARTHUR GODBOUT,
Attorney for plaintiff.
Saint Joseph, Beauce, 14th April, 1911. 2074

Cour supérieure, Kamouraska, No 4702, Dame Augustine Dionne, épouse commune en biens de Paul Beaulieu, marchand, de Saint-Honoré, a institué le 1er mai 1911, une action en séparation de biens contre son dit époux. Fraserville, 4 mai 1911. Potvin & Langlais, avocats de la demanderesse.

1999.3

Superior court, Kamouraska, No. 4702, Dame Augustine Dionne, wife common as to properties of Paul Beaulieu, merchant, of Saint Honoré, has instituted on the 1st of May, 1911, an action for separation of properties against her said husband, Fraserville, 4th May, 1911. Potvin & Langlais, advocates of plaintiff.

2005

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re J. G. Bastien, Montréal, Failli.

Avis est par les présentes donné que, par un jugement de la cour supérieure, en date du 12 mai 1911, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens du sus-nommé failli.

Les réclamations assermentées doivent être filées entre nos mains dans les trente jours qui suivent cet avis.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Curateurs conjoints.

55, Saint-François Xavier,
Montréal. 2111

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Louis Lussier, fromager, Saint-Valérien, Failli ;

et

Joseph Napoléon Cabana, courtier d'assurances et comptable, de la cité de Saint-Hyacinthe, Curateur.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 20 mai, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, 161, boulevard Girouard.

J. N. CABANA,
Curateur.

Saint-Hyacinthe, 11 mai 1911. 2115

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re J. Conrad Chaussé, marchand de bois, Montréal.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé, et est soumis à objection jusqu'au 3 juin 1911, après laquelle date le dividende sera payé.

A. TURCOTTE,
Curateur.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 18 mai 1911. 2125

Province de Québec, }
District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Eugène Banville, commerçant, Rimouski, Failli.

Avis est donné que, le 12 mai 1911, par une ordonnance de la cour, j'ai été nommé curateur, et M. Prudent Vallée, inspecteur aux biens du dit Eugène Banville, qui en a fait cession pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

R. O. GILBERT,
Curateur.

72½, rue Saint-Pierre,
Québec, 15 mai 1911. 2127

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*

In re J. G. Bastien, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, by a judgment of the superior court, dated the 12th of May, 1911, we have been appointed joint curators to the estate of the above named insolvent.

Sworn claims must be filed with us within 30 days of present notice.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Joint curators.

55, Saint François Xavier street,
Montreal. 2112

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*

In the matter of Louis Lussier, cheesemaker, Saint-Valérien, Insolvent ;

and

J. N. Cabana, insurance broker and accountant, of Saint Hyacinth, Curator.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, subject to objection until the 20th day of May, after which date the dividends will be payable at my office, 161, Girouard street.

J. N. CABANA,
Curator.

Saint Hyacinth, 11th May, 1911. 2116

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re J. Conrad Chaussé, lumber merchant, Montreal.

A first and final dividend sheet has been prepared, and will be opened to objection until the 3rd June, 1911, after which date the dividend will be paid.

A. TURCOTTE,
Liquidator.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street, Montreal.
Montreal, 18th May, 1911. 2126

Province of Quebec, }
District of Rimouski. } *Superior Court.*

In the matter of Eugène Banville, trader, Rimouski, Insolvent.

Notice is given that, on the 12th of May, 1911, by an order of the court, I was appointed curator, and Mr. Prudent Vallée, inspector to the property of the said Eugène Banville, who has made an abandonment thereof for the benefit of his creditors.

Claims, attested on oath, must be filed with me within thirty days from this notice.

R. O. GILBERT,
Curator.

72½, Saint Peter street,
Quebec, 15th May, 1911. 2128

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No 5042.

Dans l'affaire de Joseph Dufresne, commerçant, de la ville et du district de Joliette,
Requérant cession ;

et
Albert Brault, commerçant, de la paroisse de Saint-Alexis, dans le dit district de Joliette,
Failli.

Le 9e jour de mai courant, au greffe de la cour supérieure, à Joliette, le failli ci-dessus dénommé a fait cession de ses biens, et déposé son bilan pour le bénéfice de ses créanciers.

TELESPHORE GRAVEL,
Gardien provisoire.
Joliette, 10 mai 1911. 2117

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re J. B. Dyon, Montréal, P. Q., Failli.

Un premier et dernier dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 5 juin 1911.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curateurs.

Bâtisse Banque Nationale,
99, rue Saint-Jacques.
Montréal, 20 mai 1911. 2155

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de L. Diamond, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 6e jour de juin 1911.

Les dividendes seront payables le et après le 7e jour de juin 1911, au bureau des soussignés.

WILKS & BURNETT,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Burnett,
Montréal, 20 mai 1911. 2157

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 127.

Denis S. Bachand, de la ville de Coaticook, dans le district de Saint-François, commerçant,
Demandeur, créancier ;

vs
Arthur Dupuis, du village de Saint-Herménégilde de Barford, commerçant et marchand de bois,
Défendeur, débiteur.

Le susdit défendeur débiteur a fait, ce jour, un abandon de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la susdite cour, dans la cité de Sherbrooke.

D. S. BACHAND,
Gardien provisoire.

Coaticook, 16 mai 1911. 2175

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*

In re F. X. Lambert, Failli ;

et

P. A. L'Ecuyer, Curateur.

Avis public est présentement donné que le bordereau de collocation est préparé, et qu'un premier et dernier dividende sera payable à mon bureau, au village de Granby, district de Bedford, le 29 mai courant, 1911.

P. A. L'ECUYER,
Curateur.
Granby, Qué., 13 mai 1911. 2173

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 5042.

In the matter of Joseph Dufresne, trader, of the town and district of Joliette,
Petitioner for assignment ;

and
Albert Brault, trader, of the parish of Saint-Alexis, in the said district of Joliette,
Insolvent.

On the 9th day of May instant, at the office of the prothonotary of the superior court, at Joliette, the said insolvent has made an abandonment of his property, and deposited his statement for the benefit of his creditors.

TELESPHORE GRAVEL,
Provisional guardian.
Joliette, 10th May 1911. 2118

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re J. B. Dyon, Montreal, P. Q., Insolvent.

A first and final dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after the 5th June, 1911.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curators.

Banque Nationale Building,
99, Saint James street.
Montreal, 20th May, 1911. 2156

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of L. Diamond, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until 6th June, 1911.

Dividends will be payable on and after the 7th of June, 1911, at the office of the undersigned.

WILKS & BURNETT,
Joint curators.

Office of Wilks & Burnett,
Montreal, 20th May, 1911. 2158

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No 127.

Denis S. Bachand, of the town of Coaticook, in the district of Saint Francis, trader,
Plaintiff, creditor ;

vs
Arthur Dupuis, of the village of Saint Herménégilde de Barford, trader and lumber dealer,
Defendant, debtor.

The above named defendant debtor has, this day, abandoned his property to his creditors in the office of the prothonotary of the above named court, in the city of Sherbrooke.

D. S. BACHAND,
Provisional guardian.

Coaticook, 16th May, 1911. 2176

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court*

In re F. X. Lambert, Insolvent ;

and

P. A. L'Ecuyer, Curator.

Public notice is hereby given that the dividend sheet has been prepared, and that a first and final dividend will be payable at my office, in the village of Granby, district of Bedford, on the 29th May instant, 1911.

P. A. L'ECUYER,
Curator.
Granby, Que., 13th May, 1911. 2174

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 62.

In re J. E. Tanguay, hôtelier, de la ville de Marieville, comté de Rouville, district de Saint-Hyacinthe, Débiteur insolvable.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur insolvable a fait, le 12 mai 1911, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure à Saint-Hyacinthe.

NARCISSE LORD,
Gardien provisoire.

Bureau : Saint-Jean, P. Q.
Saint-Jean, 16 mai 1911.

2207

District de Saint-François.

Re J. D. Cormier, de Sherbrooke, Qué.,

Failli.

Avis est par le présent donné que, le seizième jour de mai courant, le dit failli a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire du dit district de Saint-François.

ROYER & PRECOURT,
Gardiens provisoires.

Daté ce 17 mai 1911.

2213

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Georges Chevalier, Montréal, Failli.

Avis est donné que, le 13 mai 1911, le dit failli a déposé son bilan au greffe de la cour supérieure du district de Montréal, tel que pourvu par la loi.

VINET & DUFRESNE,
Pour le gardien provisoire.

99, rue Saint-Jacques.

Montréal, 17 mai 1911.

2217

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Narcisse Desjardins, Montréal,

Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 16e jour de juin 1911, après laquelle date les dividendes seront payables au bureau des soussignés.

WILKS & BURNETT,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Burnett.

Montréal, 20 mai 1911.

2205

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re F. X. Gagnon, marchand, Montréal,

Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 6 juin 1911, après lequel jour le dividende sera payable à mon bureau.

NAPOLÉON ST. AMOUR,
Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.

Montréal, 20 mai 1911.

2193

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de E. A. Dionne, hôtelier, Saint-Germain de Grantham, Failli.

En vertu d'un jugement de cette cour, en date du 12 mai 1911, j'ai été nommé gardien provisoire aux biens du dit failli, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

N. A. MILLETTE,
Gardien provisoire.

97, Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 17 mai 1911.

2191

Province of Quebec. }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 62.

In re J. E. Tanguay, hotelkeeper, of the town of Marieville, Rouville county, district of Saint-Hyacinth, Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has made, on 12th May, 1911, a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court, at Saint Hyacinth.

NARCISSE LORD,
Provisional guardian.

Office : Saint Johns, P. Q.

Saint Johns, P. Q., 16th May, 1911.

2208

District of Saint Francis.

Re J. D. Cormier, of Sherbrooke, Que.,

Insolvent.

Notice is hereby given that, on the sixteenth day of May, 1911, the said insolvent has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court for said district of Saint Francis.

ROYER & PRECOURT,
Provisional guardians.

Dated 17th May, 1911.

2214

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Georges Chevalier, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 13th of May, 1911, the said insolvent has filed his statement in the prothonotary's office of the district of Montreal, as provided by law.

VINET & DUFRESNE,
Acting for the provisional guardian.

99, Saint James street,

Montreal, 17th May, 1911.

2118

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Narcisse Desjardins, Montreal,

Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until 16th June, 1911, after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

WILKS & BURNETT,
Joint curators.

Office of Wilks & Burnett.

Montreal, 20th May, 1911.

2206

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re F. X. Gagnon, merchant, Montreal,

Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until the 6th June, 1911, after which date the dividend will be payable at my office.

NAPOLÉON ST. AMOUR,
Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.

Montreal, 20th May, 1911.

2194

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*

In the matter of E. A. Dionne, hotelkeeper, Saint Germain de Grantham, Insolvent.

In virtue of a judgment of the court, dated the 12th May, 1911, I was appointed provisional guardian to the property of the said insolvent, who has made an abandonment thereof for the benefit of his creditors.

N. A. MILLETTE,
Provisional guardian.

97, Saint James, Montreal.
Montreal, 17th May, 1911.

2192

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 1840.

Dans l'affaire de J. F. Bourbonnais, commerçant,
Québec, Failli.

Avis est donné que, le 6 mai 1911, par une ordonnance de la cour, j'ai été nommé curateur et Messieurs J. E. Lavergne, Louis Gaudreau et J. B. Morissette, inspecteurs aux biens du dit J. F. Bourbonnais, qui en a fait cession pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

R. O. GILBERT,
Curateur.

72½, rue Saint-Pierre.
Québec, 6 mai 1911. 2199

District de Québec.

Sisine Isaac, de la cité de Québec, marchand, a, le 17 mai 1911, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

J. E. BEDARD,
Gardien provisoire.

Bureau : 101, rue Saint-Pierre.
Québec, 18 mai 1911. 2227

SOUS L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 84.

In re "Dominion Mosa-Tile Flooring Company, Limited", corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires dans les cité et district de Montréal.

Avis est par les présentes donné que, par jugement de cette cour, en date du 10 mai 1911, j'ai été nommé liquidateur de la dite compagnie en liquidation, et que par un autre jugement de cette cour, en date du 17 mai 1911, les créanciers et autres intéressés de la dite compagnie devront produire leurs réclamations à mon bureau, à Montréal, au No 25, de la rue Notre-Dame-Est, le ou avant le 24 juin 1911.

ROSAIRE PRIEUR,
Liquidateur. 2215

Montréal, 17 mai 1911.

AVIS

AVIS.

L'Union Saint-Joseph de Notre-Dame-de-Grâces de Hull, société de secours mutuels, existant en vertu de la loi de cette province, et ayant son siège d'affaires dans la cité de Hull, a décidé de liquider ses affaires, telle liquidation devant prendre effet après l'expiration des trente jours qui suivront le présent avis, savoir : le 15 juin prochain, 1911, à partir d'aujourd'hui aucun autre certificat, contrat ou police ne pourront être acceptés par la société, elle a choisi Adrien Bergeron, imprimeur, domicilié au No 157, avenue Laurier, Hull, comme son liquidateur qu'elle entend nommer le 15 mai courant.

NAPOLEON TESSIER,
Président de l'Union Saint-Joseph de
Notre-Dame-de-Grâces de Hull.

JOSEPH AUGER,
Secrétaire de l'Union Saint-Joseph de
Notre-Dame-de-Grâces de Hull.

Hull, 2 mai 1911. 2089-2

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 1840.

In the matter of J. F. Bourbonnais, trader, Quebec,
Insolvent.

Notice is given that, on the 6th May, 1911, by an order of the court, I was appointed curator and Messrs. J. E. Lavergne, Louis Gaudreau and J. B. Morissette, inspectors to the property of the said J. F. Bourbonnais, who has made an abandonment thereof for the benefit of his creditors.

Claims, attested on oath, must be filed with me within thirty days from this notice.

R. O. GILBERT,
Curator.

72½, Saint Peter street.
Quebec, 6th May, 1911. 2200

District of Quebec.

Sisine Isaac, of the city of Quebec, merchant, has, on the 17th May, 1911, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Quebec, according to law.

J. E. BEDARD,
Provisional guardian.

Office : 101, Saint Peter street.
Quebec, 18th May, 1911. 2228

UNDER THE WINDING UP ACT.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 84.

In re Dominion Mosa-Tile Flooring Company Limited, a body politic and corporate, having its establishment, at Montreal, in the said city and district.

Notice is hereby given that, by judgment of this court, dated 10th day of May, 1911, I was appointed liquidator of the said company in liquidation, and that by another judgment of the said court, dated the 17th day of May, 1911, the creditors and other interested parties of the said company are ordered to file their claims at my office, at Montreal, No. 25, Notre Dame street East, on or before the 24th day of June next.

ROSAIRE PRIEUR,
Liquidator 2216

Montreal, 17th May, 1911.

Notice

NOTICE.

L'Union Saint-Joseph de Notre-Dame-de-Grâces de Hull, a mutual benefit society, existing in virtue of the law of this province, and having its chief place of business in the city of Hull, has decided to liquidate its business, such liquidation to take effect after the expiration of the thirty days following the present notice, namely : on the 15th of June next, 1911, from today no other certificate, contract or policy can be accepted by the society, it has chosen Adrien Bergeron, printed, domiciled at No. 157, Laurier avenue, Hull, as the liquidator it intends to appoint on the 25th of May instant.

NAPOLEON TESSIER,
President of L'Union Saint-Joseph de
Notre-Dame-de-Grâces de Hull.

JOSEPH AUGER,
Secretary of L'Union Saint-Joseph de
Notre-Dame-de-Grâces de Hull.

Hull, 2nd May, 1911. 2090

Résolution

Canada,
Province de Québec. }
District de Montréal. }
THE CANADIAN RESORT AND DEVELOPMENT COMPANY, LIMITED.

Avis est par le présent donné que les actionnaires de "The Canadian Resort & Development Company, Limited," ce 16^e jour de mai 1911, ont passé une résolution pour la liquidation et dissolution de la compagnie, en vertu des dispositions des statuts pour la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, section 6 du chapitre 3 des statuts réformés de Québec, 1909.

G. I. GODDARD,
Secrétaire-trésorier.

Montréal, 16 mai 1911.

2189

Ordre de Cour

Province de Québec, }
District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*
No. 3521.

Le huitième jour de mai mil neuf cent onze.

Présent : l'honorable juge B. Letellier.
Arthur Dechène, marchand, de Hébertville Station,
Demandeur ;

vs

François Imbeau, de Saint Cœur de Marie,
Défendeur ;

et

Divers opposants.

Vu les oppositions afin de conserver sur les deniers prélevés en cette cause, par la vente des meubles du défendeur et l'allégation de déconfiture.

Il est ordonné aux créanciers du défendeur de produire leurs réclamations dans les quinze jours de la première insertion du présent ordre.

Par ordre,

2075.2

F. X. GOSSELIN, P. C. S.

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Arthabaska, à savoir : } **CHARLES MARCOUX,**
No. 56. } **FILS, Demandeur ;** vs
EDGAR A. DIONNE, hôtelier, Défendeur.

Un emplacement situé dans le village de Saint-Germain de Grantham, distrait du lot numéro huit, dans le sixième rang du canton de Grantham, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Grantham, sous les numéros quatre cent quatre-vingt-neuf, quatre cent quatre-vingt-dix, quatre cent quatre-vingt-onze (489, 490, 491)—avec hôtel et autres bâtisses dessus construites, de la convenance de cent trente-deux pieds de front par cent trente-deux pieds de profondeur, sans garantie de mesure précise, moins dépendant l'emplacement appartenant à W. J. Watkins.

Une lisière de terre de la largeur de trente-cinq pieds par deux cent vingt pieds de profondeur, mesure anglaise, distraite du lot numéro huit, dans le sixième rang du canton de Grantham, aussi dis-

Resolution

Canada,
Province of Quebec. }
District of Montreal. }
THE CANADIAN RESORT AND DEVELOPMENT COMPANY, LIMITED.

Notice is hereby given that the shareholders of "The Canadian Resort & Development Company, Limited", did, on this 16th day of May, 1911, pass a resolution for the winding up and dissolution of the company, under the provisions of the statute for the voluntarily winding up of joint stock companies, section 6 of chapter 3 of the revised statutes of Quebec, 1909.

G. I. GODDARD,
Secretary treasurer.

Montreal, 16th May, 1911.

2190

Order of the Court

Province of Quebec, }
District of Chicoutimi. } *Superior Court.*
No. 3521.

The eighth day of May, one thousand nine hundred and eleven.

Present : The Honorable judge B. Letellier.
Arthur Dechène, merchant, of Hébertville Station,
Plaintiff ;

vs

François Imbeau, of Saint Cœur de Marie,
Defendant ;

and

Divers opposants.

Seeing the opposition for payment of the money levied in this cause, by the sale of the moveables of the defendant and the obligation of insolvency.

The creditors of the defendant are ordered to file their claims within fifteen days from the first insertion of this order.

By order,

2076

F. X. GOSSELIN, P. S. C.

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Arthabaska, to wit : } **CHARLES MARCOUX, JR.,**
No. 56. } **Plaintiff ;** vs **EDGAR A. DIONNE, hotel-keeper, Defendant.**

An emplacement in the village of Saint Germain of Grantham, part of lot number eight, in the sixth range of the township of Grantham, known and described on the official plan and book of reference for the township of Grantham, under numbers four hundred and eighty nine, four hundred and ninety, four hundred and ninety one (489, 490, 491)—with a hotel and other buildings thereon erected, containing one hundred and thirty two feet in front by one hundred and thirty two feet in depth, without any warrantee of precise measurement, less however the emplacement belonging to W. J. Watkins.

Another piece of land measuring thirty five feet in width by two hundred and twenty feet in depth, english measure, being part of lot number eight, in the sixth range of the township of Grantham, being

traite du numéro officiel quatre cent quatre-vingt-huit (pt. 488), des plan et livre de renvoi du canton de Grantham; bornée comme suit: en front par le chemin public, en profondeur par le terrain de W. J. Watkins, du côté sud, par le terrain officiel quatre cent quatre-vingt-neuf, et du côté nord par le résidu du numéro officiel quatre cent quatre-vingt-huit.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Germain de Grantham, ce VINGT-UNIÈME jour de JUIN prochain, 1911, à NEUF heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 16 mai 1911. 2171
[Première publication, 20 mai 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } **DENIS COUTURE**,
No 328. } Demandeur; contre
LA CORPORATION DE LA PARTIE DE SAINT-LUCIEN, Défenderesse.

Comme appartenant au demandeur:

Une terre contenant un arpent et demi de front, plus ou moins, sur la profondeur du lot, le plus ou moins quelqu'il soit, devant être au profit ou à la perte du cessionnaire, étant la partie sud-est de la moitié nord-ouest du lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt-trois, du septième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Simpson; tenant en front à un chemin public, en profondeur au huitième rang, d'un côté au sud-est à Léger Forcier, et de l'autre côté au nord-ouest à Emmanuel Baron—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Lucien, le VINGT-UNIÈME jour de JUIN prochain, 1911, à TROIS heures de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 15 mai 1911. 2119
[Première publication, 20 mai 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } **P. CREPEAU ET AL**,
No 519. } L'Esqualité d'exécuteurs
testamentaires de feu Eugène Crépeau, en son vivant avocat, C. R., d'Arthabaska, Demandeurs,
contre **OMER LESSARD**, Défendeur.

Les lots de terre connus et désignés sur le plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Warwick, sous les numéros neuf cent soixante-dix-huit et neuf cent soixante-dix-neuf (978 et 979)—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Albert de Warwick, le TRENTE-UNIÈME jour de MAI prochain, 1911, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 24 avril 1911. 1893-2
[Première publication, 29 avril 1911.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux espektifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } **JEAN GIGUERE**, Deman-
No 98. } deur; vs **ALPHONSE VACHON**, Défendeur.

Le lot numéro trente-cinq (35), du cadastre officiel pour le dixième rang du canton de Metgermette-Nord, dans le comté de Beauce, moins les droits de

part also of the official number four hundred and eighty eight (pt. 488), of the plan and book of reference for the township of Grantham; bounded in front by the public road, in depth by the property of W. J. Watkins, on the south side by the cadastral number four hundred and eighty nine, and on the north side by the remainder of official number four hundred and eighty eight.

To be sold at the parochial church door of Saint Germain of Grantham, on the TWENTY FIRST day of JUNE next, 1911, at NINE o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 16th May, 1911. 2172
[First published, 20th May, 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } **DENIS COUTURE**,
No. 328. } Plaintiff; against **THE CORPORATION OF THE PART OF SAINT LUCIEN**, Defendant.

As belonging to plaintiff:

A piece of land containing one and a half arpent in front, more or less, on the depth of the lot, the more or less as it is, to be to the loss or profit of buyer, being the south east part of the north west half of lot known as number twenty three, in the seventh range, on the official plan and book of reference for the township of Simpson; bounded in front by a public highway, in depth to the eighth range, on one side south easterly by Leger Forcier, on the other side north westerly by Emmanuel Baron—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Lucien, on the TWENTY FIRST day of JUNE next, 1911, at THREE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 15th May, 1911. 2120
[First published, 20th May, 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } **P. CREPEAU ET AL**,
No. 519. } L'Esqualité of testamentary executors of the late Eugène Crépeau, in his lifetime advocate, K. C., of Arthabaska, Plaintiffs; against **OMER LESSARD**, Defendant.

Lots of land known and described on the official plan and book of reference of cadastre for the township of Warwick, under numbers nine hundred and seventy eight and nine hundred and seventy nine (978 and 979)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Albert of Warwick, on the THIRTY FIRST day of MAY next, 1911, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 24th April, 1911. 1894
[First published, 29th April, 1911.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } **JEAN GIGUERE**, Plaintiff;
No. 98. } vs **ALPHONSE VACHON**, Defendant.

Lot number thirty five (35), of the official cadastre for the tenth range of the township of Metgermette North, in the county of Beauce, minus the

coupe de bois pouvant appartenir à B. C. Howard & Co.—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte Aurélie, le VINGT ET UNIÈME jour de JUIN prochain 1911, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 16 mai 1911. 2161
[Première publication, 20 mai 1911.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Beauce.
Beauce, à savoir: } F. MELIX GEORGES FORTIER,
No 331. } Demandeur; contre MAJO-
RIQUE NICOLAS MERCIER, Défendeur.

Un morceau de terrain situé dans les limites de la ville de Beauceville, faisant partie du lot mille cinq cent cinquante-six (partie 1556), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-François d'Assise, comté de Beauce, contenant un arpent et demi de front sur un demi arpent de profondeur, le tout plus ou moins; borné au nord-est par le terrain de Côte Fortin, au sud-est à la cime du coteau du chemin de front du lieu, et des autres côtés à Joseph Duval ou à ses représentants—avec les bâtisses dessus construites et ses dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François d'Assise, le VINGTIÈME jour de JUIN prochain 1911, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 15 mai, 1911. 2159
[Première publication, 20 mai 1911].

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } LEVI A. SMITH, Deman-
District de Bedford. } deur; contre les meubles
No 8448. } et immeubles de HIRAM
J. HURLBUT ET AL, ES-QUAL., Défendeurs.

1° Ce morceau de terre de forme irrégulière formant partie du lot numéro onze (11), dans le sixième rang, arpentage primitif, du canton de Sutton; borné au nord par un chemin public, vers le sud et l'ouest par un ruisseau, et vers l'est par le lot du cadastre No 612, et contenant sept acres et un dixième en superficie maintenant connu sur les plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Sutton, comme lot numéro six cent onze (611)—avec toutes les améliorations.

2° Ce morceau de terre de forme irrégulière, formant partie du lot numéro dix (10), dans le sixième rang des lots, arpentage primitif, du dit canton de Sutton, maintenant connu sur les plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Sutton, comme lot numéro six cent vingt-quatre (624); borné au nord par un ruisseau, vers le sud par un chemin public, vers l'est par le lot de cadastre No 623, et vers l'ouest par une ligne de chemin de fer, contenant trente-quatre centièmes d'un acre (34/100)—avec toutes les améliorations sus-érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-André de Sutton, dans le canton de Sutton et district de Bedford, le VINGT-QUA-

cut of timber belonging to B. C. Howard & Co.—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Aurélie, on the TWENTY FIRST day of JUNE next, 1911, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Shérif.
Saint Joseph, Beauce, 16th May, 1911. 2162
[First published, 20th May, 1911.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Beauce.
Beauce, to wit: } F. MELIX GEORGES FORTIER,
No. 331. } Plaintiff; against MAJO-
RIQUE NICOLAS MERCIER, Defendant.

A piece of land situate within the limits of the town of Beauceville, forming part of lot one thousand five hundred and fifty six (pt. 1556), of the official cadastre of the parish of Saint François d'Assise, county of Beauce, containing one arpent and a half in front by one half arpent in depth, all more or less; bounded on the north east by the land of Côte Fortin, on the south east by the brow of the hill of the front road of the place, and on the other sides by Joseph Duval or representatives—with the buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint François d'Assise, on the TWENTIETH day of JUNE next, 1911, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Shérif.
Saint Joseph, Beauce, 15th May, 1911. 2160
[First published, 20th May, 1911]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Québec, } LEVI A. SMITH, Plain-
District of Bedford. } tiff; against the goods
No. 8448. } and lands of HIRAM J.
HURLBUT ET AL, ESQUAL., Defendants.

1. That certain piece of land of irregular figure, forming part of lot number eleven (11), in the sixth range of the primitive survey of the township of Sutton; bounded on the north by a public road, towards the south and west by a brook, and towards the east by cadastral lot No. 612, and containing seven and one tenth acres in superficies, now known on the official plan and in the book of reference of the said township of Sutton, as lot number six hundred and eleven (611)—with all improvements thereon.

2. That certain piece of land or irregular figure forming part of lot number ten (10), in the sixth range of lots of the primitive survey of the said township of Sutton, and now known on the official plan and in the book of reference of the said township of Sutton, as lot number six hundred and twenty four (624); bounded on the north by a brook, towards the south by a public road, towards the east by cadastral lot No. 623, and towards the west by a railway line, containing thirty four one hundredths (34/100) of an acre—with all improvements thereon.

To be sold at the church door of the parish of Saint André de Sutton, in the township of Sutton, district of Bedford, on the TWENTY FOURTH day

TRIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du shérif,

Sweetsburg, 20 mai 1911.

[Première publication, 20 mai 1911.]

Shérif.
2153

of JUNE next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's office,

Sweetsburg, 20th May, 1911.

[First published, 20th May 1911.]

Sheriff.
2154

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Joliette, à savoir : **H**ENEY CARRIAGE & No 5546. **H**ARNESS COMPANY, LIMITED, Demanderesse ; contre F. TOBY, JR., Défendeur.

Un emplacement situé en la ville des Laurentides ; tenant à l'ouest à la rue Saint-Isidore au nord à la rue Morin, à l'est à la fabrique de Saint-Lin, au sud à Georges Brossard ou représentants, connu cet emplacement sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Lin, sous le numéro mille trente-cinq (No 1035)—avec la maison et bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Lin, le VINGT-UNIEME jour du mois de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du shérif,

Joliette, 15 mai 1911.

[Première publication, 20 mai 1911.]

Shérif.
2165

Sheriff's office,

Joliette, 15th May, 1911.

[First published, 20th May, 1911.]

Sheriff.
2166

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : **W**ILLIAM A. BICKER- No 4680. **W**ILLIAM A. BICKER- DIKE ET AL, Demandeurs ; contre JOSEPH TURCOT, Défendeur.

1. Lot connu comme No 343, des plan et livre de renvoi de la paroisse du Sault au Récollet, désigné comme suit : trois arpents de largeur sur une profondeur de trente-sept arpents et quatre perches ; borné en front par le chemin public, en arrière par les terres de la Côte du Sault au Récollet, d'un côté par le lot No 342, et de l'autre côté par les lots Nos 344, 345 et 346 ; le dit lot ayant de cent dix arpents et vingt perches, déduction faite des lots Nos 344, 345 et 346.

2. Lot connu et désigné comme No 345, sur les plan et livre de renvoi de la paroisse du Sault au Récollet, lequel est désigné comme suit : lot ayant une largeur d'un arpent sur une profondeur de cinq perches ; borné en front par le chemin public, en arrière et des deux côtés par le lot No 343, ayant une superficie totale de cinquante perches.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif,

Montréal, 17 mai 1911.

[Première publication, 20 mai 1911]

Shérif.
2197

Sheriff's Office,

Montreal, 17th June, 1911.

[First published, 20th May, 1911.]

Sheriff.
2198

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : **W**ILLIAM A. BICKER- No. 4680. **W**ILLIAM A. BICKER- DIKE ET AL, Plaintiffs ; against JOSEPH TURCOT, Defendant.

1. Lot known as No. 343, on the plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet, designated as follows : three arpents in width on a depth of thirty seven arpents and four perches ; bounded in front by the public road, on the rear by the lands of the Côte du Sault au Récollet, on one side by lot No. 342, and on the other side by lots Nos. 344, 345 and 346 ; which lot has an area of one hundred and ten arpents and twenty perches, after having deducted the lots Nos. 344, 345 and 346.

2. Lot known and designated as No. 345, on the plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet, which is designated as follows : lot having a width of one arpent on a depth of five perches ; bounded in front by the public road, in the rear and two sides by lot No. 343, having a total area of fifty perches.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office,

Montreal, 17th June, 1911.

[First published, 20th May, 1911.]

Sheriff.
2198

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **F. X. CHENIER**, Deman-
 No 2045. } deur; contre **POLY-**
CARPE CHOLETTE, Défendeur.

Une terre située dans la paroisse de Saint-Joseph de Soulanges, connue et désignée sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous le numéro quatre-vingt-neuf (No 89); bornée en front par le chemin Saint-Dominique—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joseph de Soulanges, le **PREMIER** jour de **JUIN** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Shérif.

Montréal, 26 avril 1911.

1913-2

[Première publication, 29 avril 1911].

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **NAPOLÉON GENOIS**; vs
 No 1908. } **LAROCHE ET TREM-**
BLAY.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis en la présente cause, qui devait avoir lieu à 10 heures du matin, le septième jour de septembre 1910, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Léonard, comté de Portneuf, aura lieu à **DIX** heures du matin, le **QUINZIÈME** jour de **JUIN** prochain, au même endroit.

ED. BEGIN.

Bureau du Shérif,

Député Shérif.

Québec, 18 mai 1911.

2201

[Première publication, 20 mai 1911.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **DELPHIS VEZINA**; contre
 No 352. } **ADRIEN BELLEAU**, à
 savoir :

1° Un emplacement mesurant soixante pieds de long sur la largeur de trente-neuf pieds et demi, faisant ci-devant partie du terrain de Laurent Belleau, qui lui-même est une partie du numéro deux cent deux (202), du cadastre officiel de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, comté de Portneuf, et situé au coin nord-ouest d'icelui, à soixante pieds de la clôture nord-ouest du terrain du dit L. Belleau, au coin nord-est à quatre-vingt huit pieds et demi de la dite clôture nord-ouest, au dit coin nord-est, à quarante-neuf pieds de la clôture du chemin privé, allant du grand chemin public à la maison du dit L. Belleau, et au coin sud-est à trente-sept pieds de la dite clôture du dit chemin privé, et borné par devant, par derrière et des deux côtés par le dit terrain du dit L. Belleau—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Un autre emplacement de cinquante pieds de large sur la profondeur de quatre-vingts pieds, perpendiculaire au dit chemin privé, faisant partie ci-devant de la partie appartenant au dit Laurent Belleau, du numéro deux cent deux (202), du dit cadastre de la Pointe-aux-Trembles, situé en front sur le dit chemin privé, à huit pieds de distance du prolongement de la ligne limitative nord du susdit emplacement ci-dessus en premier lieu décrit; borné par devant au dit chemin privé, à la profondeur et des deux côtés par le terrain du dit L. Belleau—circonstances et dépendances.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **F. X. CHENIER**, Plaintiff;
 No. 2045. } against **POLYCARPE**
CHOLETTE, Defendant.

A land situate in the parish of Saint Joseph de Soulanges, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish, under number eighty nine (No. 89); bounded in front by the Saint Dominique road—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Joseph de Soulanges, on the **FIRST** day of **JUNE** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,

Sheriff.

Montreal, 26th April, 1911.

1914

[First published, 29th April, 1911.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **NAPOLÉON GENOIS**; vs
 No. 1908. } **LAROCHE AND TREM-**
BLAY.

Notice is hereby given that the sale of the immoveables seized in this cause, which was to have taken place at 10 o'clock in the forenoon, on the seventh day of September, 1910, at the parochial church door of Saint Léonard, county of Portneuf, shall take place at **TEN** o'clock in the forenoon, on the **FIFTEENTH** day of **JUNE** next, at the same place.

ED. BEGIN,

Sheriff's office,

Deputy sheriff.

Québec, 18th May, 1911.

2202

[First published, 20th May, 1911.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **DELPHIS VEZINA**; against
 No. 352. } **ADRIEN BELLEAU**, to
 wit :

1. An emplacement measuring sixty feet in length by the width of thirty nine and a half feet, forming heretofore part of the land of Laurent Belleau, which is itself a part of number two hundred and two (202), of the official cadastre of the parish of Pointe-aux-Trembles, county of Portneuf, and situate on the north west corner of same, at a distance of sixty feet from the north west fence of the land of the said L. Belleau, on the north east corner at eighty eight feet and a half from the said north west fence, on the said north east corner of forty nine feet from the fence of the private road, going from the public highway to the house of the said L. Belleau, and on the south east corner at thirty seven feet from the said fence of the said private road, and bounded in front, rear and on both sides by the said land of the said L. Belleau—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Another emplacement of fifty feet in width by the depth of eighty feet, perpendicular to the said private road, forming part heretofore of the portion belonging to the said Laurent Belleau, of number two hundred and two (202), of the said cadastre of Pointe-aux-Trembles, situate in front on the said private road at a distance of eight feet from the prolongation of the north division line of the aforesaid emplacement hereabove firstly described; bounded in front by the said private road, in depth and on both sides by the land of the said L. Belleau—circumstances and dependencies.

Pour être vendus les dits lots séparément, à la porte de l'église paroissiale de la Pointe-aux-Trembles, le HUITIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif,
Québec, 4 mai 1911.
[Première publication, 6 mai 1911].

ED. BEGIN,
Député shérif.
1979-2

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Court de Circuit.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } DAME CORDILE PONT-
No 2541. } BRIAND, Demanderesse ;
contre DAME PHILOMENE PELOQUIN, Défenderesse.

Comme appartenant à la dite défenderesse :

Un morceau de terre situé en la cité de Sorel, sur la rue Providentielle, étant parties des lots numéros cent soixante et six et cent soixante et sept (pts. des lots Nos 166 et 167), du cadastre officiel de la ville de Sorel, de soixante et six pieds de front par soixante et six pieds de profondeur, le tout plus ou moins, tenant devant à la dite rue Providentielle, en profondeur aux lots No 162 et 163, d'un côté à partie du lot No 166, et d'autre côté à partie du lot No 167—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu au bureau du shérif, au palais de justice, en la cité de Sorel, le VINGT ET UNIEME jour du mois de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du shérif,
Sorel, 17 mai 1911.
[Première publication, 20 mai 1911].

Shérif.
2211

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Court Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } PIERRE THEOPHILE
No 189. } LEGARE
ET AL, Demandeurs ; contre NAPOLEON BIBEAU, Défendeur.

Un morceau de terre situé dans le canton de Eaton, dans le comté de Compton, connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du canton de Eaton, comme lot numéro cinq B (5 B), dans le onzième rang—avec les appartenances y appartenant.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Camille de Cookshire, le TRENTIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

HENRY AYLMEY,

Bureau du shérif,
Sherbrooke, 19 avril 1911.
[Première publication, 29 avril 1911].

Shérif.
1831-2

The said lots to be sold separately, at the parochial church door of Pointe-aux-Trembles, on the EIGHTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Quebec, 4th May, 1911.
[First published, 6th May, 1911.]

ED. BEGIN,
Deputy Sheriff.
1980

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } DAME CORDILE PONT-
No. 2541. } BRIAND, Plaintiff ; against
DAME PHILOMENE PELOQUIN, Defendant.

As belonging to the said Defendant :

A piece of land situate in the city of Sorel, on Providentielle street, being part of lots numbers one hundred and sixty six and one hundred and sixty seven (part of lots Nos. 166 and 167), of the official cadastre of the town of Sorel, of sixty six feet in front by sixty six feet in depth, all more or less, adjoining in front Providentielle street, in depth the lots Nos. 162 and 163, on one side part of lot No. 166, and on the other side part of lot No. 167—with the buildings thereon erected.

To be sold at the sheriff's office, in the court house, of the city of Sorel, on the TWENTY FIRST day of the month of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's office,
Sorel, 17th May, 1911.
[First published, 20th May, 1911].

Sheriff.
2212

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } PIERRE THEOPHILE
No. 189. } LEGARE ET AL, Plaintiffs ; against NAPOLEON BIBEAU, Defendant.

A piece of land situate in the township of Eaton, in the county of Compton, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Eaton, as the lot number five B (5 B), in the eleventh range—with the appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the church door of the parish of Saint Camille of Cookshire, on the THIRTIETH day of MAY next, at ELEVEN of the o'clock in the forenoon.

HENRY AYLMEY,

Sheriff's Office,
Sherbrooke, 19th April, 1911.
[First published, 29th April, 1911].

Sheriff.
1832

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*District de Terrebonne.*

Sainte Scholastique. } **DAME MARIA EARLE**
No 54. } **ET AL, Demandeurs ;**
vs **JOHN L. GAULEY, Défendeur, savoir :**

Lots de terre sis et situés dans Thomas' Gore, dans la paroisse de Saint Jérusalem d'Argenteuil, connus et désignés sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint Jérusalem, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, sous les numéros dix-huit cent trois (1803) et dix huit cent quatre (1804), contenant environ cent trente-huit acres en superficie, plus ou moins—avec toutes les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église catholique, dans la ville de Lachute, dit district, le **VINGT-UNIEME** jour de **JUIN** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du shérif, Shérif.
Sainte Scholastique, 15 mai 1911. 2131
[Première publication, 20 mai 1911.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*District of Terrebonne.*

Sainte Scholastique. } **DAME MARIA EARLE**
No. 54. } **ET AL, Plaintiffs ;** vs.
JOHN L. GAULEY, Defendant, to wit :

Lots of land situate, lying and being in Thomas' Gore, in the parish of Saint Jérusalem d'Argenteuil, known and designated on the official plan and in the book of reference of the said parish of Saint Jérusalem, county of Argenteuil, district of Terrebonne, under the numbers eighteen hundred and three (No. 1803) and eighteen hundred and four (No. 1804), containing in superficies about one hundred and thirty eight acres, more or less—with all the buildings thereon erected.

To be sold at the catholic church door, in the town of Lachute, said district, on the **TWENTY FIRST** day of **JUNE** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 15th May, 1911. 2132
[First published, 20th May, 1911.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **WILFRID RAY-**
No 443. } **MOND ET AL,**

Demandeurs ; contre **FRANK alias FRANÇOIS DESSUREAU, Défendeur.**

1° Le lot de terre numéro six cents (600), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Stanislas, contenant trois arpents et sept perches de front sur trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins ; borné en front par la rivière Batiscan, et en profondeur aux terres non concédées, au sud à Joseph Trottier, et au nord à Théophile Gauvreau—avec maison et autres bâtisses dessus érigées.

2° Le lot de terre numéro six cent deux (602), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Stanislas, contenant un arpent et neuf perches de front sur trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins ; borné en front à la dite rivière Batiscan, et en arrière à la concession de la rivière à Veillette, au sud à Théophile Gauvreau, et au nord à Edem Trottier.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Stanislas, le **VINGT ET UNIEME** jour de **JUIN** prochain, à **DIX** heures du matin.

CHARLES DUMOULIN.

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 17 mai 1911. 2219
[Première publication, 20 mai 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **ARTHUR ERNEST**
No 301. } **PAQUETTE, De-**

mandeur ; contre **JOSEPH EDMOND THIBODEAU, Défendeur.**

Un aqueduc situé dans le village de la Baie de

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Superior Court.—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **WILFRID RAYMOND**
No. 443. } **ET AL, Plaintiffs ;**

against **FRANK alias FRANÇOIS DESSUREAU, Defendant.**

1. Lot of land number six hundred (600), on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Stanislas, containing three arpents and seven perches in front by thirty arpents in depth, all more or less ; bounded in front by the Batiscan river, and in depth by the non conceded lands, on the south by Joseph Trottier, and on the north by Théophile Gauvreau—with house and other buildings thereon erected.

2. Lot of land number six hundred and two (602), on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint-Stanislas, containing one arpent and nine perches in front by thirty arpents in depth, all more or less ; bounded in front by the said Batiscan river, and in the rear by Veillette river concession, on the south by Théophile Gauvreau, and on the north by Edem Trottier.

To be sold at the church door of the parish of Saint Stanislas, on the **TWENTY FIRST** day of **JUNE** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 17th May, 1911. 2220
[First published, 20th May, 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Superior Court.—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **ARTHUR ERNEST**
No. 301. } **PAQUETTE, Plain-**

tiff ; against **JOSEPH EDMOND THIBODEAU, Defendant.**

An aqueduct situate in the village of La Baie de

Shawinigan, construit et passant dans les chemins publics et sur les lots portant les numéros trois, quatre, cinq, six, sept, huit et neuf (3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, dans le rang B, de la dite paroisse, et sur le lot portant le numéro six cent vingt-trois (623), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flore, dans le premier rang du township de Shawinigan, avec tous les droits et privilèges conférés au dit J. E. Thibodeau par le conseil municipal de la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, et par toutes autres personnes, par tous règlements, titres ou documents quelconques, avec de plus les pouvoirs d'eau et sources et tous autres accessoires formant partie ou dépendant du dit aqueduc—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, le VINGT-TROISIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

CHS. DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 17 mai 1911. 2221
[Première publication, 20 mai 1911.]

Avis du Gouvernement

1512-11.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 17 mai 1911.

En conformité des dispositions de l'article 2591 S. R. P. Q., le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Bois de l'Ail, comté de Portneuf, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Basile, les Nos. 12, 14 et 16, et de les annexer à celle de Saint-Basile, village.

2183

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de mai 1911, constituant en corporation MM. Ernest Roy, avocat, Joseph Napoléon Beaumont, négociant, Roméo Langlais et Oscar Morin, avocats, François Xavier Godbout, étudiant en droit, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Faire dans toutes les branches, les affaires de courtier et agent général ;

Agir généralement comme agent pour toute personne, société, compagnie ou corporation pour toutes fins, entreprises quelconques ;

Souscrire, assurer, acheter, prendre ou acquérir autrement et posséder, soit comme patron ou agent, et absolument comme propriétaire ou au moyen de garantie collatérale, et posséder, vendre, échanger, engager, voter ou autrement faire le commerce du stock, des obligations, débiteures et autres garanties de personnes ou corporations ou compagnies industrielles, municipales ou financières ;

Promouvoir, organiser, conduire, développer ou aider à l'avancement, organisation, développement, administration de toute corporation, syndicat, entreprise, compagnie ou exécution, et exercer tous les pouvoirs y ayant rapport ;

Acheter, vendre ou émettre le change étranger, mandats de poste lettres de crédit et agir comme agent de banquiers ;

Acquérir par bail, achat ou autrement, et posséder, tenir, exploiter tous biens, meubles et immeubles, et tous les droits et privilèges que la compagnie peut juger nécessaires et à propos pour les fins de ses affaires, et en particulier pour faire le commerce d'immeubles, soit par achat, bail ou autrement posséder, subdiviser, vendre, hypothéquer les dits immeubles ou en disposer autrement, agir comme

Shawinigan, constructed and passing in the public roads and on the lots bearing the numbers three, four five, six, seven, eight and nine (3, 4, 5, 6, 7, 8 and 9), of the official cadastre of the parish of Saint Boniface of Shawinigan, in range B, of the said parish, and on the lot bearing the number six hundred and twenty three (623), of the official cadastre of the parish of Sainte Flore, in the first range of the township of Shawinigan, with all the rights and privileges conferred on the said J. E. Thibodeau by the municipal council of the parish of Saint Boniface de Shawinigan, and by all other persons, by all by-laws, titles or documents whatever, and further with the water powers and streams and all other accessories forming part of or dependent of the said aqueduc—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Boniface de Shawinigan, on the TWENTY THIRD day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. DUMOULIN,

Sheriff's office, Shérif.
Three Rivers, 17th May, 1911. 2222
[First published, 20th May, 1911].

Government Notices

1512-11.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 17th May, 1911.

In conformity with the provisions of article 2591 of the S. R. P. Q., the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Bois de l'Ail, county of Portneuf, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Saint Basile, the Nos. 12, 14 and 16, and to annex same to that of Saint Basile, village.

2184

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May, 1911, incorporating Messrs. Ernest Roy, advocate, Joseph Napoléon Beaumont, trader, Roméo Langlais and Oscar Morin, advocates, François Xavier Godbout, law student, of the city of Quebec, for the following purposes :

To carry on in all branches the business of a broker and general agent ;

To act generally as agent for any person, firm, company or corporation for any purposes and undertakings whatsoever ;

To underwrite, secure, purchase, take or otherwise acquire and hold, either as principal or agent, and solely as proprietor or by way of collateral security, and own, sell, exchange, pledge, vote or otherwise deal in stock, bonds, debentures and other securities of persons or industrial, municipal or financial companies or corporations ;

To promote, organize, manage, develop or aid in the advancement, organization, development, management of any corporation, syndicate, undertaking, company or achievement, and exercise all the powers in connection therewith ;

To purchase, sell or issue foreign bills of exchange post-office orders, letters of credit and act as agent for bankers ;

To acquire by lease, purchase or otherwise, and hold, own, exploit any moveable and immoveable property and all the rights or privileges that the company may deem necessary and useful for the purposes of its business, and in particular to deal in real estate, either by purchase, lease or otherwise hold, subdivide, sell, hypothecate the said immoveables or otherwise dispose of same ; to act as real

agents d'immeubles, construire des maisons sur les terres acquises ou autres bâtisses, ou tous autres travaux qui peuvent être à propos de posséder, tenir ou disposer en rapport avec ses affaires, agir comme agents de billets pour bateaux à vapeur et chemins de fer, courtiers de douane, gardes magasins, expéditeurs, agents d'assurance, agents du travail, importateurs, exportateurs, marchands, et faire le commerce des liqueurs, tabacs ou marchandises en général, soit en gros ou en détail, agir comme manufacturiers, agents manufacturiers, ou autres agents ;

Entrer en société ou en aucun arrangement pour le partage des profits ou union d'intérêts ou coopération avec toutes personnes ou compagnies ;

Payer pour tous droits, privilèges ou biens acquis, ou pour services rendus à la compagnie par l'émission d'actions acquittées ou obligations de cette compagnie ;

Faire toutes choses et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires en rapport avec la mise en opération des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de "The Quebec General Agent Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de mai 1911.

JOS. DUMONT,

2187

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 16e jour de mai 1911, constituant en corporation M.M. George R. Hooper, brasseur, William R. Miller, agent de change, Bartlett McLennan, président de "The Montreal Transportation Co., Limited", Hugh Paton, gentilhomme, Hartland B. MacDougall, agent de change, Albert E. Ogilvie, gentilhomme, Gavin L. Ogilvie, gentilhomme, Frederick N. Beardmore, marchand, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Conduire et mettre en opération un club de Polo ;

Conduire et mettre en opération un club de campagne pour l'avancement de toute sorte de sports, courses de chevaux ou autres, jeux, amusements et récréations et autres fins sociales ;

Tenir ou préparer des joutes, concours, courses, réunions de courses, et offrir, accorder ou donner des prix, récompenses et distinctions aux gagnants de telles joutes et concours, et charger pour l'admission d'iceux ;

Pourvoir des terrains athlétiques, tracer et préparer les dits terrains pour sports, amusements et autres fins de la compagnie, et ériger et maintenir des maisons de club, pavillons, salles de rafraîchissement, étables et autres commodités convenables pour la commodité des membres du club et leurs amis et pour les serviteurs et employés du club pour les fins susdites, ou pour toutes fins y ayant rapport, et en général procurer aux membres du club et à leurs amis l'usage, privilèges, avantages, commodités et bien être du club pour telles fins ;

Souscrire à, devenir membre de, et coopérer avec toute autre association soit incorporée ou non, dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ;

Acheter, vendre et faire le commerce de toute sorte de chevaux, appareils, et toutes sortes de provisions, liquides et solides, convenables à l'usage des personnes fréquentant le terrain de la compagnie ;

Acheter, prendre ou louer ou acquérir autrement tous terrains, bâtisses, droits ou meubles ou immeubles qui peuvent être requis pour les fins d'icelle, ou capables d'être convenablement employés en rapport avec aucun des objets de la compagnie, et de les payer soit en tout ou en partie en argent, ou

estate agents, erect houses or other buildings on the lands acquired, or any other works that may be useful to own, hold or dispose of in connection with its business ; to act as ticket agents for steamboats and railways, custom house brokers, warehousemen, shippers, insurance agents, labor agents, importers, exporters, merchants, and deal in tobacco, liquor or merchandise in general, either wholesale or retail ; to act as manufacturers' agents or other agents ;

To enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests or cooperation with any person or company ;

To pay for any rights, privileges or property acquired or for services rendered to the company, by the issue of paid up shares of bonds of the company ;

To do all such things and exercise all the powers and transact any business in connection with the carrying out of the objects for which the company is incorporated, under the name of "The Quebec General Agent, Limited", with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of May, 1911.

JOS. DUMONT,

2188

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the 16th day of May, 1911, incorporating Messrs. George R. Hooper, brewer, William R. Miller, stockbroker, Bartlett McLennan, president of the Montreal Transportation Co., Limited, Hugh Paton, gentleman, Hartland B. Macdougall, stock-broker, Albert E. Ogilvie, gentleman, Gavin L. Ogilvie, gentleman, Frederick N. Beardmore, merchant, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To conduct and carry on a Polo club ;

To conduct and carry on a country club for the furtherance of all kinds of sports, horse or other races, games, amusements and recreations, and other social purposes ;

To hold or arrange matches, competitions, races and race meetings, and to offer and grant or contribute towards prizes, awards and distinctions for winners in such matches and competitions, and to charge for admission thereto ;

To provide athletic grounds, to lay out and prepare such grounds for sports, amusements and other purposes of the company, and to erect and maintain convenient club houses, pavilions, refreshment rooms, stables and other conveniences for the accommodation of members of the club and their friends and of the servants and employees of the club for the purposes aforesaid, or for any purposes incidental thereto and generally to afford the members of the club and their friends all the use, privileges, advantages, conveniences and accommodations of the club for such purposes ;

To subscribe to, become a member of, and cooperate with any other association whether incorporated erect, whose objects are altogether or in part similar to those of this company ;

To buy, sell and deal in all kinds of horses, apparatus, and all kinds of provisions, liquid and solid, convenient for the use of persons frequenting the company's grounds ;

To purchase, take or lease, or otherwise acquire any lands, buildings, easements or property real and personal which may be requisite for the purpose of or capable of being conveniently used in connection with any of the objects of the company, and to pay for the same either wholly or partly in cash, or

en tout ou en partie en actions de la compagnie, et acquérir et posséder des actions, obligations ou autres garanties de toute autre compagnie ou corporation faisant les mêmes affaires que celles dont cette compagnie est autorisée à faire, et durant la possession d'iceux exercer tous les droits et pouvoirs de propriétaire y ayant rapport, et les vendre, posséder, émettre de nouveau avec ou sans garantie ou en faire le commerce autrement ;

De temps en temps vendre, louer tous ou aucune partie des biens et entreprise du club, ou en faire le commerce autrement, par vente, bail ou autrement, et à la discrétion des directeurs, acquérir d'autres biens au lieu et place d'iceux ;

Maintenir l'ordre sur ses terrains et aux alentours et dans ce but employer des constables spéciaux ;

Vendre, louer les biens et entreprise de la compagnie ou toute partie d'iceux, et en particulier pour actions, débetures, obligations ou garanties de toute autre compagnie ayant les mêmes objets en tout ou en partie à ceux de la présente compagnie, ou en disposer autrement ;

Entrer en aucun arrangement pour le partage des profits ou union d'intérêts avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée dans toutes affaires ou transactions que cette compagnie est autorisée à s'engager ou à faire, et s'amalgamer avec toute autre compagnie ayant les mêmes objets en tout ou en partie que ceux de cette compagnie ;

Prélever de l'argent par souscriptions annuelles ou autrement, et octroyer tous droits et privilèges aux souscripteurs de manière à disposer les règlements gouvernant l'octroi de tels droits et privilèges, et déterminer les restrictions sous lesquelles ils peuvent être exercés, et amender ou changer les dits règlements suivant qu'il sera jugé à propos, sous le nom de "The Polo & Country Club, Limited," avec un capital total de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Cartierville, comté de Jacques-Cartier.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 16ème jour de mai 1911.

2223 JOS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province.

wholly or partly in shares of the said company, and to acquire and hold shares, bonds, or other securities, of or in any other company or corporation carrying on a business similar to that which this company is authorized to carry on, and while holding the same to exercise all the rights and powers of ownership therein and to sell, hold, re-issue with or without guarantee or otherwise deal in the same ;

From time to time to sell, lease or otherwise deal with the whole or any part of the property and undertaking of the club, by sale, lease or otherwise, and at the discretion of the directors, to acquire other property in the place or stead thereof ;

To preserve order upon and in the vicinity of its grounds and for that purpose to employ special constables ;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company or any part thereof, and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company having objects similar in whole or in part to those of the present company ;

To enter into any arrangement for sharing profits or union of interests with any person or company carrying on or engaged in any business or transaction which this company is authorized to engage in or carry on and to amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company ;

To raise money by subscriptions, annual or otherwise, and to grant any rights and privileges to subscribers, and in such connection to frame rules, governing the granting of such rights and privileges and to determine the restrictions under which the same may be exercised, and to amend or alter such rules as occasion may require, under the name of "The Polo & Country Club Limited", with a total capital of fifty thousand dollars (\$50 000.00), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Cartierville, county of Jacques-Cartier.

Dated from the office of the secretary of the province, this 16th day of May, 1911.

2224 JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.

Avis de Faillites

District de Chicoutimi.

In re L. N. Tremblay, Sainte-Anne de Chicoutimi, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 7 juin 1911, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 18 mai 1911. 2235

District de Saguenay.

In re Joseph Warren, Pointe au Pic, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 6 juin 1911, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 18 mai 1911. 2233

Bankrupt Notices

District of Chicoutimi.

In re L. N. Tremblay, Sainte-Anne de Chicoutimi, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 7th June, 1911, and after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 18th May, 1911. 2236

District of Saguenay.

In re Joseph Warren, Pointe au Pic, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 6th June, 1911, and after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 18th May, 1911. 2234

Avis est par le présent donné que les soussignés ont été nommés curateurs conjoints dans l'affaire de Laurent Hudon, de Hébertville Station, bijoutier.

Les créanciers du dit insolvable sont requis de nous produire leurs réclamations sous serment d'ici à trente jours de cette date.

LEFAIVRE & LEFAIVRE,
Curateurs conjoints.

Québec, 15 mai 1911.

2229

District de Québec.

Joseph O. Côté, de la cité de Québec, marchand, a, le 12 mai 1911, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 18 mai 1911.

2231

District de Saint-François.

In re S. E. Adam, d'Israéli, Insolvable.
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 7 juin 1911, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 18 mai 1911.

2237

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Joliette. }
In re J. Albert Brault, Saint-Alexis de Montcalm,
P. Q., Insolvable.
Avis est donné par les présentes que, le 17e jour de mai 1911, par ordonnance de la cour, j'ai été nommé curateur aux biens de la dite faillite.

Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

VINCENT LAMARRE,
Curateur.

Bureau : 408, Edifice "Power".
Montréal, 18 mai 1911.

2243

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal, }
In re L. A. Olivier, rue Mont Royal E., Montréal,
Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au 5 juin 1911, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, 83, Craig Ouest, Montréal.

VINCENT LAMARRE,
Curateur.

Bureau : 408, Edifice "Power",
Montréal, 18 mai 1911.

2241

Licitation

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Québec. }
No 1152.

Dme A. Roy et vir, Demandeurs ;

vs

Henri Roy et al, Défendeurs.

Avis est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure siégeant à Québec, dans le district de Québec, le 21e jour d'avril 1911 dans une cause où Dme Amanda Roy et vir sont demandeurs, et Henri Roy et al, sont

Notice is hereby given that the undersigned have been appointed joint curators in the matter of Laurent Hudon, of Hébertville Station, jeweller.

Creditors of the said insolvent are requested to file their claims, under oath within thirty days from this date.

LEFAIVRE & LEFAIVRE,
Joint curators.

Quebec, 15th May, 1911.

2230

District of Quebec.

Joseph O. Côté, of the city of Quebec, merchant, has, on the 12th May, 1911, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Quebec, according to law.

J. P. E. GAGNON,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street.
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 18th May, 1911.

2232

District of Saint Francis.

In re S. E. Adam, D'Israéli, Insolvent.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 7th June, 1911, and after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street.
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 18th May, 1911.

2238

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Joliette. }
In re J. Albert Brault, Saint-Alexis de Montcalm,
P. Q., Insolvent.
Notice is hereby given that, on the 17th day of May, 1911, by order of this court, I have been appointed curator to this estate.

Sworn claims must be filed at my office within one month from this date.

VINCENT LAMARRE,
Curator.

Office : 408, "Power" Building.
Montreal, 17th May, 1911.

2244

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal, }
In re L. A. Olivier, Mont Royal E. Ave., Montreal,
Insolvent.

A first and final dividend has been prepared in this matter and will be open to objection until 5th June 1911, and after which date this dividend will be payable at my office, 83, Craig W., Montreal.

VINCENT LAMARRE,
Curator.

Office : 408, "Power" Bldg.,
Montreal, 17th May, 1911.

2242

Licitation

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Quebec. }
No. 1152.

Dme A. Roy et vir, Plaintiffs ;

vs

Henri Roy et al, Defendants.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Quebec, in the district of Quebec, on the 21st of April, 1911, in a cause in which Dme Amanda Roy et vir, is Plaintiff, and Henri Roy et al, are Defendants,

défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles décrits comme suit, à savoir :

Une maison en bois et lot de terre situés dans le quartier Montcalm, sur la rue O'Connell, portant le numéro de cadastre 4021.

La propriété ci-dessus décrite sera mis à l'enchère et adjugée au plus offrant et dernier enchérissseur, le HUITIÈME jour de JUIN 1911, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Québec; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prescrit par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

FAUTEUX & FAUTEUX,

Procureurs des demandeurs.

Québec, 28 avril 1911. 2239

[Première publication, 20 mai 1911.]

ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit :

A wooden house and lot of land situated in Montcalm ward, on O'Connell street, bearing cadastral number 4021.

The property above described will be put up to auction, and adjudged to the last and highest bidder, on the EIGHTH day of JUNE, 1911, sitting the court, in the court room of the court house in Québec; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court at least twelve days before the day fixed as aforesaid, for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and parties failing to file said opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

FAUTEUX & FAUTEUX,

Attorneys for plaintiff.

Quebec, 28th April, 1911. 2240

[First published, 20th May, 1911.]

Index de la Gazette Officielle de Québec No 20.

ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Barrette vs Plante.....	1085
" Bourassa vs Prévost.....	1085
" Chalifoux vs Senez.....	1085
" Dionne vs Beaulieu.....	1088
" Drouin vs Mercier.....	1085
" Gilbert vs Lavallée.....	1087
" Harris vs Vuylsteke.....	1085
" Lebel vs Raymond.....	1087
" Nockle vs Lauzon.....	1086

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—

Chabot vs Corriveau.....	1087
--------------------------	------

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 1063.

AVIS :—The Boyd Syllabic Short Hand & Business College, Ltd, 1084; The Memphramagog Navigation Coy, 1084.

BILLS PRIVÉS. P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1035; Conseil législatif, 1081.

CERCLE AGRICOLE, FORMATION DE :—Paroisse de Saint-Ignace du Nomingue, 1071.

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES OPERATIONS :—Escanaba Manufacturing Coy, 1072.

FAILLIS.—INSOLVENTS :

Adam.....	1102
Banville.....	1088
Bastien.....	1088
Bourbonnais.....	1091
Brault.....	1089
Brault.....	1102
Chausé.....	1088
Chevalier.....	1090
Cormier.....	1090
Côté.....	1102
Desjardins.....	1090
Diamond.....	1089
Dionne.....	1090

Index of the Quebec Official Gazette, No. 20.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Osborne vs Bowen.....	1087
" Piché vs Filteau.....	1085
" Rochon vs Guay.....	1086
" Rossignol vs Hudon.....	1086
" Roy vs Baillargeon.....	1087
" Roy vs Desmarais.....	1085
" Ruault vs Barlatier.....	1086
" St-Denis vs Leduc.....	1087
" Trudel vs Carrier.....	1086

ACTIONS IN SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—

Chabot vs Corriveau.....	1087
--------------------------	------

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, & 1063.

NOTICE :—The Boyd Syllabic Short Hand & Business College, Ltd, 1084; The Memphramagog Navigation Coy, 1084.

PRIVATE BILLS. P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 1035; Legislative Council, 1081.

FARMER'S CLUBS, FORMATION OF :—Parish of Saint Ignace du Nomingue, 1071.

COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—Escanaba Manufacturing Coy, 1072.

FAILLIS :—INSOLVENTS :

Dominion Mosa-Tile Flooring Coy.....	1091
Dupuis.....	1089
Dyon.....	1089
Gagnon.....	1090
Hudon.....	1102
Isaac.....	1091
Lambert.....	1089
Lussier.....	1088
Olivier.....	1102
Tanguay.....	1090
Tremblay.....	1101
Warren.....	1101

LETTRES PATENTES :—

Ar. A. Wanna Social Club incorporated	1076
Dominion Knights of Columbus Building Association, incorporated.....	1080
H. C. Wilson & Sons, Ltd.....	1078
La Cie de Construction Idéale, Ltée.....	1074
La Cie Manufacturière de La Tuque Limitée..	1079
La Cie Manufacturière du Parc Laurier.....	1076
La Cie Manufacturière de Saint-Elie de Caxton	1065
Legault, Thompson & Cie, Ltée.....	1069

LETTRES PATENTES SUPPLEMENTAIRES : — Canada Auto and Taxi Coy, 1077 ; Champs d'Or Rigaud-Vaudreuil, Ltée, 1078.

LIQUIDATION : — Avis de : — L'Union Saint-Joseph de Notre-Dame de Grâces de Hull, 1091 ; The Canadian Resort and Development Coy, Ltd, 1092.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES : — Demande d'annexer ou d'ériger, etc. — Abercorn, comté de Brome, 1074 ; A la municipalité de la cité de Montréal, la municipalité de la Côte des Neiges, 1073 ; A la municipalité scolaire de Chertsey divers lots de la municipalité de Wexford, comté de Montcalm, 1073 ; A Saint Basile village, divers lots de la municipalité de Bois de l'Ail, comté de Portneuf 1099 ; Au village de Saint-Ephrem de Tring divers lots de la paroisse de Saint-Ephrem de Tring, comté de Beauce, 1072 ; Duhamel Ouest, comté de Pontiac, 1072 ; D'Youville (Saint-Alphonse), comté d'Hochelaga, 1071 ; Hampden, comté de Compton, 1073 ; Kempt, comté de Matane, 1070 ; Neuville, comté de Portneuf, 1072 ; Red Head, comté de Gaspé, 1073 ; Sainte-Clotilde, comté d'Hochelaga, 1071 ; Saint-Siméon village, comté de Charlevoix, 1073 ; The Protestant School Municipality of Greenfield Park, 1073.

NOMINATIONS :

Juges de paix : — Beauharnois, 1063 ; Saint-Hyacinthe, etc., etc., 1063.
Membre du bureau protestant des commissaires d'écoles : — Cité de Montréal, 1063.

NOMINATION PAR PROCURATION : — The Barber Asphalt Paving Coy, 1072.

ORDRE DE COUR : — Dechène vs Imbeau, 1092.

PROCLAMATION : — Convocation des Chambres, 1064.

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS : — Dominion Express Company, 1086.

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE : — Vallée d'Yamaska, 1071.

SYNDICAT D'ÉLEVAGE : — Formation de : — Paroisse du Très-Saint Rédempteur, 1071.

VENTE PAR LICITATION : — Dme Roy et vir vs Royal, 1102.

VENTES PAR LES SHERIFFS :

ARTHABASKA : — Couture vs Corporation de la partie de Saint-Lucien, 1093 ; Crépeau et al esql vs Lessard, 1093 ; Marcoux jr vs Dionne, 1092.

BEAUCE : — Fortier vs Mercier, 1094 ; Giguère vs Vachon, 1093.

BEDFORD : — Smith vs Hurlbut et al, 1094.

LETTERS PATENT :—

National Realty & Building Coy	1075
Outremont Annex Land Coy.	1077
The Canadian Feldspar Coy.....	1067
The Grand Hotel Coy, Ltd.....	1070
The Manouan Lumber and Power Pulp Coy..	1065
The Montreal City and District Realty Coy—	1069
The Polo Country Club, Ltd	1100
The Quebec General Agent, Ltd.....	1099

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT : — Canada Auto and Taxi Coy, 1077 ; Champs d'Or Rigaud-Vaudreuil, Ltée, 1078.

LIQUIDATION : — Notice of : — L'Union Saint-Joseph de Notre Dame de Grâces de Hull, 1091 ; The Canadian Resort and Development Coy, Ltd, 1092.

SCHOOL MUNICIPALITIES : — Application to annex or to erect, &c. — Abercorn, county of Brome, 1074 ; To the municipality of the city of Montreal, the municipality of Côte des Neiges, 1073 ; To the school municipality of Chertsey several lots of the municipality of Wexford, county of Montcalm, 1073 ; To Saint Basile village, several lots of the municipality of Bois de l'Ail, county of Portneuf, 1099 ; To village of Saint Ephrem de Tring several lots of the parish of Saint Ephrem de Tring, county of Beauce, 1072, Duhamel West, county of Pontiac, 1072 ; D'Youville (Saint-Alphonse), county of Hochelaga, 1071 ; Hampden, county of Compton, 1073 ; Kempt, county of Matane, 1070 ; Neuville, county of Portneuf, 1072 ; Red Head, county of Gaspé, 1073 ; Sainte Clotilde, county of Hochelaga, 1071 ; Saint Siméon village, county of Charlevoix, 1073 ; The Protestant School Municipality of Greenfield Park, 1073.

APPOINTMENTS :

Justices of the peace : — Beauharnois, 1063 ; Saint Hyacinth, etc., etc., 1063.
Member of the Protestant Board of School Commissioners : — City of Montreal, 1063.

APPOINTMENT BY POWER OF ATTORNEY : — The Barber Asphalt Paving Coy, 1072.

ORDER OF COURT : — Dechène vs Imbeau, 1092.

PROCLAMATION : — Parliament convoked, 1064.

SALES OF UNCLAIMED SHIPMENTS : — Dominion Express Company, 1086.

COOPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATION : — Valley of Yamaska, 1071.

STOCK BREEDING SYNDICATE : — Formation of : — Parish of Très Saint Rédempteur, 1071.

SALE BY LICITATION : — Dme Roy et vir vs Royal, 1102.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA : — Couture vs Corporation of the part of Saint Lucien, 1093 ; Crépeau et al esql vs Lessard, 1093 ; Marcoux jr vs Dionne, 1092.

BEAUCE : — Fortier vs Mercier, 1094 ; Giguère vs Vachon, 1093.

BEDFORD : — Smith vs Hurlbut et al, 1094.

JOLIETTE :—Heney Carriage & Harness Co vs Toby, 1095.

MONTRÉAL :—Bickerdike et al vs Turcot, 1095 ;
Chénier vs Cholette, 1096.

QUÉBEC :—Genois vs Larouche et al, 1096 ; Vézina
vs Belleau, 1096.

RICHELIEU :—Pontbriand (Dme) vs Dme Peloquin, 1097.

SAINT-FRANÇOIS :—Légaré et al, vs Bibeau, 1097.

TERREBONNE :—Earle (Dme) et al vs Gauley, 1098.

TROIS RIVIÈRES :—Paquette vs Thibodeau, 1098 ;
Raymond et al vs Dessureau, 1098.

JOLIETTE :—Heney Carriage & Harness Co vs Toby, 1095.

MONTREAL :—Bickerdike et al vs Turcot, 1095 ;
Chénier vs Cholette, 1096.

QUEBEC :—Genois vs Larouche et al, 1096 ; Vézina
vs Belleau, 1096.

RICHELIEU :—Pontbriand (Dme) vs Dme Peloquin, 1097.

SAINT FRANCIS :—Légaré et al, vs Bibeau, 1097.

TERREBONNE :—Earle (Dme) et al vs Gauley, 1098.

THREE RIVERS :—Paquette vs Thibodeau, 1098 ;
Raymond et al vs Dessureau, 1098.

